



Développement économique Canada pour les régions du Québec

Comparution devant le comité
permanent des langues
officielles (LANG)

01 novembre 2023





Table des matières

1. Allocution
2. Q&A – Intervention de DEC auprès des CLOSM
3. Appui de Développement économique Canada pour les régions du Québec aux communautés de langue officielle en situation minoritaire
4. Soutien de DEC au CLOSM du Québec (montants investis + exemples de projets)
5. Appui de DEC pour la croissance inclusive
6. Réalisations pour le développement économique au Québec
7. DEC au service de l'ensemble des régions du Québec
8. Budget 2023
9. Budget principal des dépenses 2023-2024
10. Bilan LLO 22-23 (Réalisations pour la mise en œuvre de l'article 41)
11. Plan d'action sur les langues officielles 2019-2022
12. Loi 96 – Impacts pour DEC
13. Messages clés – Mise en œuvre de la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (Loi 96)
14. Profils des membres du comité

**Points d'allocution pour
Sony Perron,
sous-ministre/président
Développement économique du Canada pour
les régions du Québec**

**Comparution devant le Comité permanent
des langues officielles (LANG)**

Ottawa

Le 1^{er} novembre 2023

Durée : 6 minutes

La version prononcée fait foi

Bonjour à toutes et à tous,

- Merci de m'avoir invité à témoigner du travail accompli par Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) pour appuyer le développement économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- But first, I wish to acknowledge that we are gathered on the traditional territory of the Algonquin Anishinabeg Nation.
- I would like to thank the members of this First Nation for welcoming us to their ancestral territory.

LA CROISSANCE INCLUSIVE AU CŒUR DU MANDAT DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE DEC

- DEC est l'agence fédérale de développement régional dédiée au Québec, une province où la question de la langue est particulièrement importante.
- C'est vrai historiquement, mais cela se reflète aussi dans la géographie économique de chaque région.
- Tenir compte de cette géographie est capital pour la livraison de notre mandat.

- C'est ce que nous faisons, à DEC, en nous appuyant notamment sur notre capacité à offrir, dans chacune des régions du Québec, les services de nos conseillers dans les deux langues officielles.
- DEC a pour mission de promouvoir le développement économique dans toutes les régions du Québec, en appuyant les projets porteurs des PME et des communautés qui contribueront à bâtir une croissance durable, verte et inclusive.

- Pour nous, il est clair que la réalisation de ce mandat passe par la participation pleine et entière des communautés de langue officielle en situation minoritaire, ou CLOSM [*prononcer CLOSEUM*], à la vitalité économique du Québec et du Canada.
- En effet, les écosystèmes économiques et entrepreneuriaux de ces communautés sont des moteurs d'innovation, de productivité, de création d'emplois et de croissance économique partout au Québec.

LA LIVRAISON DE L'INITIATIVE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – LANGUES OFFICIELLES AU QUÉBEC

- Which is why CED provides them with ongoing support through the delivery, in Quebec, of the Economic Development Initiative – Official Languages.
- Between 2018–2019 and 2022–2023, CED invested \$8.7 million in Quebec's OLMCs through the Economic Development Initiative – Official Languages for the implementation of innovative projects and entrepreneurship initiatives and the development of partnerships, and to help diversify the economic activities of these communities in Quebec.

- Our approach is to ensure that the support we offer meets the needs of these communities.

- One example is CED's support for the **Youth Employment Services (YES) Foundation**, an NPO that provides entrepreneurial support for English-speaking youth looking to start up their own business.

- This year's renewal of CED's \$2.84 million non-repayable contribution to this organization under the Economic Development Initiative – Official Languages will help support the activities of YES up until 2027, both in Montréal and in other regions of Quebec.
- Autre exemple : DEC finance aussi depuis plusieurs années la **Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC)**, un organisme qui développe pour les entrepreneurs de la communauté anglophone du Québec des initiatives et des partenariats vecteurs de développement économique.

- DEC vient de renouveler son soutien au CEDEC à hauteur de 1,17 M\$ sur quatre ans pour l'aider à :
 - mobiliser les communautés autour d'enjeux de développement économique;
 - identifier des opportunités de développement d'affaires;
 - et mettre en place des outils pour orienter et aider les communautés à initier des projets de diversification économique.

- DEC est convaincu que le développement économique doit se faire pour et par le milieu. C'est pourquoi il est primordial pour nous de **rester à l'écoute des besoins des communautés.**

- C'est quelque chose qu'on fait en continu, tant par l'entremise de notre réseau des bureaux d'affaires que par des rencontres bilatérales entre la haute gestion de DEC et les représentants des CLOSM.
- Dans le cadre de l'Initiative de développement économique pour les langues officielles, et en collaboration avec Industrie, Science et développement économique Canada (ISDEC), DEC rencontre les représentants des CLOSM sur une base bisannuelle pour des Journées de Dialogue – la dernière date du 5 octobre 2023.

- Ces consultations sont pour nous des rendez-vous très importants, car ils nous permettent de rester connectés sur les enjeux et les besoins des entrepreneurs issus des CLOSM – et ainsi de pouvoir adapter nos interventions aux besoins exprimés.
- Ils nous permettent aussi de nous assurer que les CLOSM soient au courant des programmes et services fédéraux dont ils pourraient bénéficier.

[Pause]

- Les PME sont le moteur de l'économie. Pour DEC, il est essentiel d'appuyer les projets à haut potentiel des entreprises issues des CLOSM du Québec par l'entremise de l'Initiative de développement économique pour les langues officielles.
- Un bel exemple : **Generation V Boat Building**, une jeune entreprise de Grosse-Île, aux Îles-de-la-Madeleine qui, grâce au financement remboursable de 75 K\$ de DEC, pourra construire des bateaux de pêche dont la coque aura un design unique.

- En plus de concrétiser ce projet innovant, ce financement contribuera à diversifier l'économie d'une région dévitalisée et à créer neuf emplois à temps plein et deux à temps partiel.
- J'ai évoqué cet exemple aux Îles-de-la-Madeleine, mais je veux souligner que notre approche est similaire dans les autres régions du Québec où il y a des communautés anglophones importantes, de la Côte-Nord au Pontiac en passant par la Gaspésie. Nous nous assurons de prendre en compte les défis et le potentiel économiques de ces communautés dans nos choix d'intervention.

- Vous le voyez, l'engagement de DEC envers la participation des CLOSM du Québec à une prospérité durable et inclusive ne se dément pas, et elle continuera d'évoluer en fonction des réalités économiques de ces communautés.
- What's more, as one of the stakeholder departments in the Government of Canada's Action Plan for Official Languages 2023–2028, CED will actively contribute to achieving the government's objectives in this regard within the context of its economic development mandate.

- CED will be investing approximately \$9 million in Quebec's OLMCs over the next five years through the Economic Development Initiative – Official Languages.
- However, it should be noted that this commitment to Quebec's OLMCs is not limited to project funding.
- C'est une composante essentielle de la mission que nous avons de bâtir une croissance durable et inclusive à laquelle toutes les communautés de nos régions participeront à leur plein potentiel, et dans laquelle toutes les Canadiennes et les Canadiens trouveront leur compte.

- Merci.

Q&A – Intervention de DEC auprès des CLOSM 1 novembre 2023

OBJET : Fournir de l'information supplémentaire en vue de la comparution du sous-ministre de DEC devant le Comité permanent des langues officielles le 1^{er} novembre 2023, dans le cadre d'une étude sur la situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

QUESTIONS- RÉPONSES (LISTE)

1. Dans quel contexte cette comparution parlementaire a-t-elle lieu?
2. DEC est-elle la seule agence de développement régional (ADR) à comparaître devant le Comité permanent des langues officielles?
3. Avec quels partenaires DEC collabore-t-il dans le cadre de l'Initiative de développement économique – Langues officielles (IDE-LO)?
4. Comment les ressources financières de l'IDE-LO ont-elles été réparties?
5. Est-ce que les changements récents apportés à la Charte québécoise sur la langue française par le biais de la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (Loi 96) ont une incidence sur le développement économique des CLOSM ou la capacité de DEC d'intervenir dans le cadre de l'IDE-LO?
6. Qu'est-il arrivé à la Stratégie pour l'entrepreneuriat des CLOSM – un engagement dans la lettre mandat de l'ancienne ministre responsable des langues officielles (Petitpas-Taylor)?
7. Comment DEC adapte-t-il ses interventions aux réalités régionales?
8. Pourquoi DEC utilise-t-il une définition différente de CLOSM par rapport aux autres intervenants fédéraux?
9. Est-ce que l'IDE-LO a été évaluée?
10. Quelles sont les pratiques exemplaires mises en place par DEC?
11. Quelles sont les MRC avec une population supérieure à 500 habitants anglophones ?
12. Dans notre plan d'action nous avons un engagement à suivre la satisfaction de la clientèle anglophone. Quels sont les résultats?
13. Quels sont les obligations actuelles des SADC quant aux services dans les deux langues officielles?
14. Avons-nous un plan d'action sur les LO en développement. Le dernier remonte 2019-2022
15. Avons-nous des données des données sur la composition FR/EN des employés?

1. Dans quel contexte cette comparution parlementaire a-t-elle lieu?

- Le Comité permanent des langues officielles entreprend une étude sur la situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire, y compris :
 - i. la mise en place de pratiques exemplaires et de modèles économiques à suivre
 - ii. une analyse du financement et des services offerts par les organismes à vocation économique
 - iii. l'évaluation des programmes qu'offre actuellement le gouvernement du Canada aux entrepreneurs et;
 - iv. le développement de nouveaux programmes et outils souples et adaptés aux réalités des communautés de langue officielle en situation minoritaire qui tiennent compte des différences régionales et des besoins des communautés rurales pour renforcer l'économie et ainsi rendre ces régions plus attrayantes.
- le Comité invite des témoins ayant des connaissances précises sur l'économie des communautés de langue officielle en situation minoritaire, notamment des organismes à vocation économique, des économistes et des entrepreneurs;
- le Comité allouera un minimum de six séances à cette étude;
- le Comité fera rapport de ses conclusions et recommandations à la Chambre;
- et, le gouvernement déposera une réponse globale au rapport.

2. DEC est-elle la seule agence de développement régional (ADR) à comparaître devant le Comité permanent des langues officielles?

- Outre Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE), deux autres ADR ont aussi été invités à comparaître, soit l'agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) et l'agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor).
- La comparution d'ISDE aura lieu en premier et sera d'une durée d'une heure. Les trois ADR comparaîtront ensuite ensemble pour une durée d'une heure également.

3. Avec quels partenaires DEC collabore-t-il dans le cadre de l'Initiative de développement économique – Langues officielles (IDE-LO)?

- DEC met en œuvre l'IDE-LO en collaboration avec ISDE et les autres ADR.
- DEC collabore également avec des intervenants dans le cadre des montages financiers des projets de subventions et de contributions appuyés par l'entremise de l'IDE-LO, notamment les institutions fédérales (Patrimoine Canadien – Services aux Autochtones Canada – ISDE – Agence du Revenu du Canada), les intervenants provinciaux (Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Exportation- Ministère du Tourisme – Office du tourisme de Québec) et d'autres intervenants, incluant le gouvernement de la Nation Crie, des municipalités, les SADC et les partenaires d'entreprises.

4. Comment les ressources financières de l'IDE-LO ont-elles été réparties?

- Lorsque l'IDE-LO a été rendue permanente en 2018, les ressources financières ont été réparties entre les ADR et ISDE au prorata des populations de communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) des régions comme suit (blocs de 5 ans) :

Région	Ministère	Subventions et contributions (5 ans)	Fonctionnement (5 ans)	TOTAL (5 ans)
National / interrégional	ISDE	–	1,600 M\$	1,600 M\$
Atlantique	APECA	5,550 M\$	0,650 M\$	6,200 M\$
Québec	DEC	9,000 M\$	1,200 M\$	10,200 M\$
Sud de l'Ontario	FedDev Ontario	3,950 M\$	0,500 M\$	4,450 M\$
Nord de l'Ontario	FedNor	4,000 M\$	0,450 M\$	4,450 M\$
Prairies et Colombie-Britannique	PrairiesCan et PacifiCan	3,000 M\$	0,200 M\$	3,200 M\$
Nord	CanNor	0,400 M\$	–	0,400 M\$
TOTAL	TOTAL	25,900 M\$	4,600 M\$	30,500 M\$

5. Est-ce que les changements récents apportés à la Charte québécoise sur la langue française par le biais de la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (Loi 96) ont une incidence sur le développement économique des CLOSM ou la capacité de DEC d'intervenir dans le cadre de l'IDE-LO?

- DEC met en œuvre l'ensemble de ses programmes et offre ses services en conformité avec les Lois et règlements qui s'appliquent, incluant les Lois fédérales et provinciales en vigueur.
- Pour les questions plus techniques d'ordre juridique il me fera plaisir de vous référer à un spécialiste de Justice Canada.

6. Qu'est-il arrivé à la Stratégie pour l'entrepreneuriat des CLOSM – un engagement dans la lettre mandat de l'ancienne ministre responsable des langues officielles (Petitpas-Taylor)?

- Cette stratégie n'a pas été incorporée au Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028.
- L'IDE-LO continue de soutenir les entrepreneurs issus des CLOSM dans l'ensemble des régions du Canada, en plus de l'appui des programmes réguliers des ADR qui visent l'ensemble des entrepreneurs dans les régions du Canada.

7. Comment DEC adapte-t-il ses interventions aux réalités régionales?

- DEC est connecté avec le milieu dans les différentes régions par le biais de ses 12 bureaux d'affaires. Cette connaissance terrain permet à DEC d'adapter ses interventions à la réalité de chacune des régions, notamment par le biais de stratégies régionales.
- De plus, DEC a pour mission de promouvoir le développement économique à long terme des régions du Québec en « accordant une attention particulière aux régions à faible croissance économique ou à celles qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs ».
- Pour identifier ces régions, DEC s'est doté d'un Indice de développement économique qui lui permet de comparer le potentiel de croissance économique des 104 municipalités régionales de comté (MRC) du Québec. Cet indice permet ainsi à DEC d'adapter ses interventions en fonction des besoins des différentes régions et opportunités qui lui sont propres et de proposer des assouplissements à ses paramètres habituels.

8. Pourquoi DEC utilise-t-il une définition différente de CLOSM par rapport aux autres intervenants fédéraux?

- La définition de CLOSM englobe les communautés francophones des provinces et territoires autres que le Québec, et les communautés anglophones au Québec.
- Pour les autres ADR, l'ensemble du territoire sous leur juridiction est admissible à l'IDE-LO; contrairement au Québec où on fait appel à des seuils pour définir les CLOSM dans lesquels l'IDE-LO est disponible, comme suit :
 - i. Volet PME : PME située dans une MRC dont la proportion de la population anglophone est supérieure à 5 %, à l'extérieur du Grand Montréal;
 - ii. Volet OBNL : OBNL situé dans une MRC dont la population anglophone est supérieure à 500 habitants.
- Cette différence s'explique par le fait que les communautés anglophones du Québec sont nombreuses et largement concentrées dans des grands centres urbains contrairement aux communautés francophones hors Québec, qui sont de petites tailles et dispersées sur l'ensemble du territoire.
- La *Loi sur les langues officielles* ne limite pas les organismes fédéraux dans la définition d'un CLOSM dans le cadre d'un programme – chaque organisme peut adopter une définition adaptée à son contexte.

9. Est-ce que l'IDE-LO a été évaluée?

- C'est ISDE, en tant que coordinateur national de l'IDE-LO, qui a pour responsabilité l'évaluation de cette initiative.
- En 2017, une évaluation horizontale a démontré que l'IDE-LO est un mécanisme efficace pour appuyer ces communautés sur le plan du développement économique. Voici des constats de l'évaluation :

- i. **Pertinence** : « Il reste nécessaire pour l'IDE d'atténuer les difficultés auxquelles sont confrontées les CLOSM en offrant à ces dernières des perspectives de développement économique et en promouvant la dualité linguistique. Les objectifs de l'IDE sont conformes aux priorités du gouvernement fédéral concernant la promotion de l'utilisation des langues officielles du Canada et l'appui du développement économique des communautés. L'IDE est conforme aux responsabilités législatives du gouvernement fédéral en matière de langues officielles et de développement économique régional. L'initiative complète d'autres programmes gouvernementaux visant à favoriser le développement économique ».
- ii. **Rendement** : « L'IDE a réussi à atteindre les résultats immédiats attendus. Plus précisément, grâce aux recherches et aux consultations, l'initiative permet de mieux comprendre les enjeux et les défis économiques touchant les CLOSM ».

10. Quelles sont les pratiques exemplaires mises en place par DEC?

- Dans le cadre de l'IDE-LO, une gouvernance a été mise en place par ISDE en collaboration avec DEC au Québec. Ce cadre permet :
 - i. La tenue de journées dialogue organisées de façon bisannuelle où DEC et ISDE consultent les membres des CLOSM afin de bien comprendre les enjeux ainsi que les priorités des communautés et fait la promotion des autres programmes offerts qui peuvent répondre aux différents besoins des CLOSM.
 - ii. La tenue de rencontres du Comité de suivi des journées dialogues regroupant les acteurs fédéraux ainsi que les représentants des CLOSM pour la préparation des consultations et le partage fréquent d'informations liés aux enjeux et défis économiques des CLOSM.
 - iii. De plus, grâce à son approche *place-based*, DEC adapte son intervention aux réalités et aux besoins des CLOSM qui peuvent varier selon la région où elles se trouvent.

11. Quelles sont les MRC avec une population supérieure à 500 habitants anglophones ?

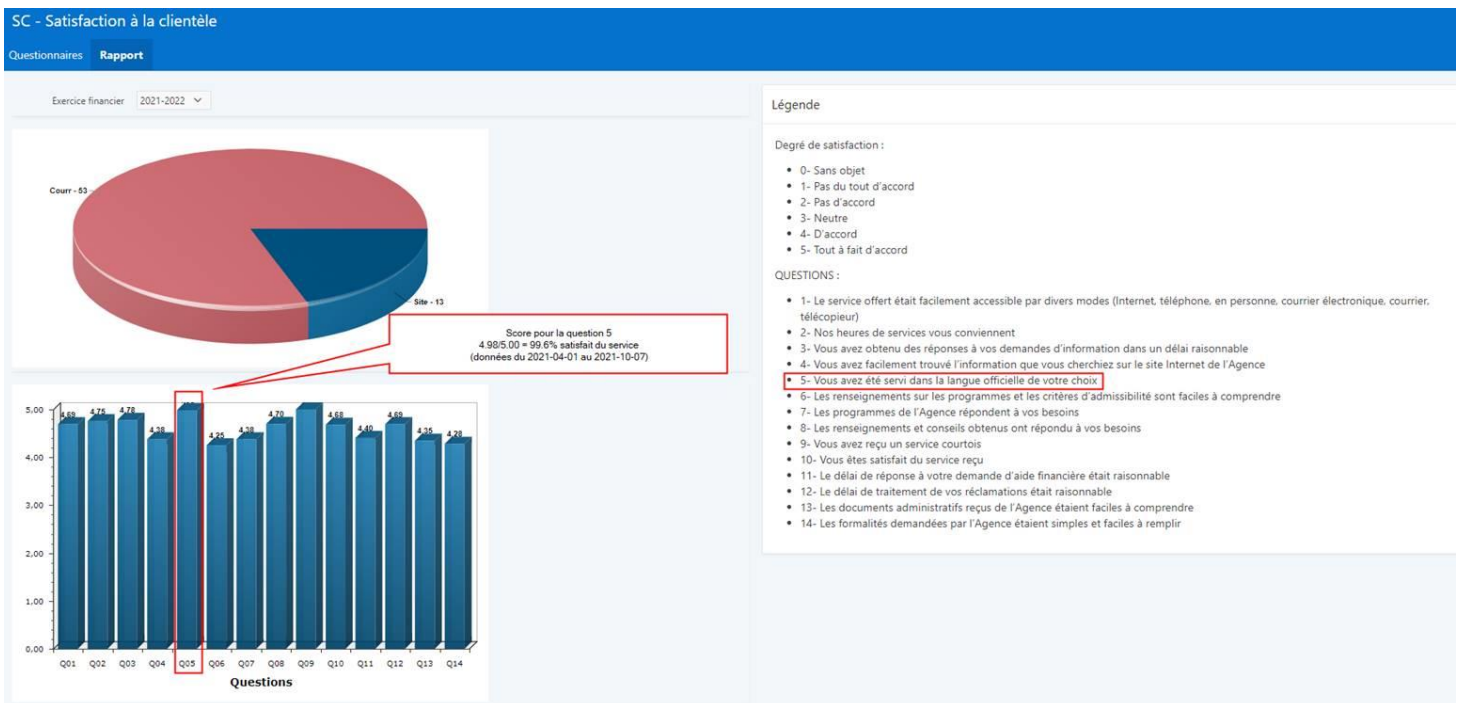
Le tableau plus bas présente les 65 MRC dont la population anglophone est supérieur à 500 habitants (en orange).

	en nombre			en pourcentage		Statut CLOSM
	Total	Français	Anglais	Français	Anglais	
Ensemble du Québec	8 406 905	6 909 570	1 088 820	82,2%	13,0%	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	12 535	11 860	645	94,6%	5,1%	Volet OBNL et PME
Le Rocher-Percé	17 095	15 730	1 300	92,0%	7,6%	Volet OBNL et PME
La Côte-de-Gaspé	17 425	15 600	1 715	89,5%	9,8%	Volet OBNL et PME
La Haute-Gaspésie	10 865	10 785	55	99,3%	0,5%	
Bonaventure	17 415	14 750	2 580	84,7%	14,8%	Volet OBNL et PME
Avignon	13 200	11 850	1 260	89,8%	9,5%	Volet OBNL et PME
Bas-Saint-Laurent						
La Matapédia	17 255	17 170	65	99,5%	0,4%	
La Matanie	20 755	20 615	105	99,3%	0,5%	
La Mitis	17 985	17 770	185	98,8%	1,0%	
Rimouski-Neigette	56 885	56 265	445	98,9%	0,8%	
Les Basques	8 740	8 675	40	99,3%	0,5%	
Rivière-du-Loup	34 885	34 515	195	98,9%	0,6%	
Témiscouata	19 225	19 065	120	99,2%	0,6%	
Kamouraska	20 820	20 620	135	99,0%	0,6%	
Capitale-Nationale						
Charlevoix-Est	15 215	15 090	115	99,2%	0,8%	
Charlevoix	13 010	12 865	85	98,9%	0,7%	
L'Île-d'Orléans	6 750	6 620	90	98,1%	1,3%	
La Côte-de-Beaupré	29 595	29 175	315	98,6%	1,1%	
La Jacques-Cartier	47 810	46 165	1 360	96,6%	2,8%	Volet OBNL
Québec	580 755	559 915	10 675	96,4%	1,8%	Volet OBNL
Portneuf	54 900	54 070	605	98,5%	1,1%	Volet OBNL
Chaudière-Appalaches						
L'Islet	17 315	17 175	100	99,2%	0,6%	
Montmagny	22 140	21 920	145	99,0%	0,7%	
Bellechasse	37 650	37 185	325	98,8%	0,9%	
Lévis	147 770	145 040	1 785	98,2%	1,2%	Volet OBNL
La Nouvelle-Beauce	37 680	37 160	305	98,6%	0,8%	
Beauce-Centre	18 895	18 690	130	98,9%	0,7%	
Les Etchemins	16 470	16 260	150	98,7%	0,9%	
Beauce-Sartigan	52 710	51 890	510	98,4%	1,0%	Volet OBNL
Les Appalaches	42 840	42 070	560	98,2%	1,3%	Volet OBNL
Lotbinière	34 220	33 730	295	98,6%	0,9%	
Estrie						
Le Granit	21 805	21 360	335	98,0%	1,5%	
Les Sources	14 425	13 860	480	96,1%	3,3%	
Le Haut-Saint-François	22 730	20 335	2 250	89,5%	9,9%	Volet OBNL et PME
Le Val-Saint-François	31 010	28 645	2 145	92,4%	6,9%	Volet OBNL et PME
Sherbrooke	170 550	157 275	8 705	92,2%	5,1%	Volet OBNL et PME
Coaticook	18 800	16 585	2 040	88,2%	10,9%	Volet OBNL et PME
Memphrémagog	54 300	46 170	7 600	85,0%	14,0%	Volet OBNL et PME
Brome-Missisquoi	63 565	51 655	11 010	81,3%	17,3%	Volet OBNL et PME
La Haute-Yamaska	91 420	87 005	3 240	95,2%	3,5%	Volet OBNL
Centre-du-Québec						
L'Érable	23 315	22 865	240	98,1%	1,0%	
Bécancour	20 295	19 995	210	98,5%	1,0%	
Arthabaska	73 340	72 045	710	98,2%	1,0%	Volet OBNL
Drummond	106 660	104 025	1 570	97,5%	1,5%	Volet OBNL
Nicolet-Yamaska	23 210	22 930	200	98,8%	0,9%	

	en nombre			en pourcentage		Statut CLOSM
	Total	Français	Anglais	Français	Anglais	
Montérégie						
Acton	15 565	15 290	180	98,2%	1,2%	
Pierre-De Saurel	51 190	50 300	625	98,3%	1,2%	Volet OBNL
Les Maskoutains	88 265	86 120	970	97,6%	1,1%	Volet OBNL
Rouville	37 540	36 310	810	96,7%	2,2%	Volet OBNL
Le Haut-Richelieu	120 195	114 305	4 520	95,1%	3,8%	Volet OBNL
La Vallée-du-Richelieu	131 000	122 785	5 700	93,7%	4,4%	Volet OBNL
Longueuil	431 330	337 965	56 355	78,4%	13,1%	Volet OBNL
Marguerite-D'Youville	79 570	77 030	1 600	96,8%	2,0%	Volet OBNL
Roussillon	184 130	144 865	28 380	78,7%	15,4%	Volet OBNL
Les Jardins-de-Napierville	30 190	27 720	2 005	91,8%	6,6%	Volet OBNL
Le Haut-Saint-Laurent	21 985	15 100	6 530	68,7%	29,7%	Volet OBNL
Beauharnois-Salaberry	67 830	63 930	3 085	94,3%	4,5%	Volet OBNL
Vaudreuil-Soulanges	161 095	101 340	50 800	62,9%	31,5%	Volet OBNL
Montréal						
Montréal	1 980 015	1 156 585	605 220	58,4%	30,6%	Volet OBNL
Laval						
Laval	434 650	299 480	82 680	68,9%	19,0%	Volet OBNL
Lanaudière						
D'Autray	43 600	42 730	625	98,0%	1,4%	Volet OBNL
L'Assomption	127 440	122 510	2 740	96,1%	2,2%	Volet OBNL
Joliette	70 380	69 080	815	98,2%	1,2%	Volet OBNL
Matawinie	55 065	52 180	2 220	94,8%	4,0%	Volet OBNL
Montcalm	58 375	56 825	1 125	97,3%	1,9%	Volet OBNL
Les Moulins	169 125	158 535	6 575	93,7%	3,9%	Volet OBNL
Laurentides						
Deux-Montagnes	101 660	90 675	7 685	89,2%	7,6%	Volet OBNL
Thérèse-De Blainville	161 365	141 730	13 570	87,8%	8,4%	Volet OBNL
Mirabel	61 040	57 785	2 210	94,7%	3,6%	Volet OBNL
La Rivière-du-Nord	139 185	133 925	3 615	96,2%	2,6%	Volet OBNL
Argenteuil	34 435	28 405	5 595	82,5%	16,2%	Volet OBNL et PME
Les Pays-d'en-Haut	46 665	41 695	4 330	89,3%	9,3%	Volet OBNL et PME
Les Laurentides	50 425	46 330	3 630	91,9%	7,2%	Volet OBNL et PME
Antoine-Labelle	35 815	35 115	600	98,0%	1,7%	Volet OBNL
Outaouais						
Papineau	24 175	22 485	1 470	93,0%	6,1%	Volet OBNL et PME
Gatineau	287 505	225 055	48 755	78,3%	17,0%	Volet OBNL et PME
Les Collines-de-l'Outaouais	54 405	39 545	14 025	72,7%	25,8%	Volet OBNL et PME
La Vallée-de-la-Gatineau	20 300	16 685	3 405	82,2%	16,8%	Volet OBNL et PME
Pontiac	14 590	5 575	8 880	38,2%	60,9%	Volet OBNL et PME
Abitibi-Témiscamingue						
Témiscamingue	15 945	13 135	2 635	82,4%	16,5%	Volet OBNL et PME
Rouyn-Noranda	41 940	40 880	855	97,5%	2,0%	Volet OBNL
Abitibi-Ouest	20 410	20 225	155	99,1%	0,8%	
Abitibi	24 455	24 035	360	98,3%	1,5%	
La Vallée-de-l'Or	42 955	41 210	1 425	95,9%	3,3%	Volet OBNL
Mauricie						
Mékinac	12 620	12 475	105	98,9%	0,8%	
Shawinigan	48 635	47 720	625	98,1%	1,3%	Volet OBNL
Trois-Rivières	136 815	133 395	1 925	97,5%	1,4%	Volet OBNL
Les Chenaux	19 070	18 815	180	98,7%	0,9%	
Maskinongé	36 850	36 350	340	98,6%	0,9%	
La Tuque	14 950	14 450	200	96,7%	1,3%	

	en nombre			en pourcentage		Statut CLOSM
	Total	Français	Anglais	Français	Anglais	
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Le Domaine-du-Roy	30 590	30 435	110	99,5%	0,4%	
Maria-Chapdelaine	23 860	23 755	75	99,6%	0,3%	
Lac-Saint-Jean-Est	52 005	51 720	215	99,5%	0,4%	
Saguenay	143 395	141 550	1 370	98,7%	1,0%	Volet OBNL
Le Fjord-du-Saguenay	23 065	22 890	130	99,2%	0,6%	
Côte-Nord						
La Haute-Côte-Nord	10 190	10 145	30	99,6%	0,3%	
Manicouagan	29 890	29 385	210	98,3%	0,7%	
Sept-Rivières	33 790	32 405	930	95,9%	2,8%	Volet OBNL
Caniapiscau	3 885	2 785	805	71,7%	20,7%	Volet OBNL et PME
Minganie	6 325	6 135	40	97,0%	0,6%	
Le Golfe-du-Saint-Laurent	3 340	495	2 835	14,8%	84,9%	Volet OBNL et PME
Nord-du-Québec						
Jamésie	15 615	12 875	2 395	82,5%	15,3%	Volet OBNL et PME
Administration régionale Kativik	13 980	810	9 300	5,8%	66,5%	Volet OBNL et PME
Eeyou Istchee (toponyme non officiel)	16 025	485	13 130	3,0%	81,9%	Volet OBNL et PME

12. Dans notre plan d'action nous avons un engagement à suivre la satisfaction de la clientèle anglophone. Quels sont les résultats?



Données sur la satisfaction à la clientèle pour la question 5 « Vous avez été servi dans la langue officielle de votre choix ». Période du 01-04-2021 au 07-10-21.

Direction Expérience client et information d'affaires, Développement économique Canada pour les régions du Québec.

13. Quels sont les obligations actuelles des SADC quant aux services dans les deux langues officielles?

- Dans les ententes en vigueur (2019-2024) avec les SADC-CAE, si l'organisme dessert une collectivité dont la population de minorité anglophone compte au moins 500 personnes et représente au moins 5 % de l'ensemble de la population de la collectivité, selon le recensement de Statistique Canada, il doit offrir des publications et des services de qualité égale en français et en anglais et tenter d'atteindre une égalité réelle. Il doit notamment :
 - i. offrir de façon active ses services et l'ensemble de ses activités par une indication claire que ceux-ci sont disponibles en français et en anglais
 - ii. promouvoir ses activités de manière à rejoindre les deux communautés linguistiques.
 - iii. diffuser simultanément toute information, communication et tout document sur ses activités en français et en anglais
 - iv. lors de l'élaboration de sa planification, consulter spécifiquement la communauté de langue officielle en situation minoritaire afin que les préoccupations et les besoins particuliers de cette communauté y soient clairement identifiés et pris en compte afin d'atteindre une égalité réelle dans l'offre de services de l'Organisme.
- Ces obligations sont inscrites dans les ententes avec les SADC-CAE et une contribution annuelle de 15 000 \$ leur est accordée pour leur permettre de réaliser ces activités.

14. Avons-nous un plan d'action sur les LO en développement. Le dernier remonte 2019-2022.

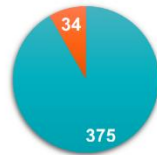
- 1) Le dernier plan d'action LO est celui de 2019-2022.
- 2) Une nouvelle version du Plan en matière de langue officielle est en cours de développement. Des consultations auprès des employés seront lancées prochainement.
- 3) Le nouveau plan devrait être disponible au courant de 2024.

15. Avons-nous des données des données sur la composition FR/EN des employés?

À propos de la première langue officielle des employés de DEC :

- Les employés pour qui l'anglais constitue la première langue officielle représentent un peu plus de 8 % de l'effectif de DEC. À titre de comparaison, pour la même période, on retrouvait 13,4% de Québécois d'expression anglaise au Québec.

PREMIÈRE LANGUE OFFICIELLE

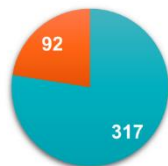


■ Français (91,7%) ■ Anglais (8,3%)

À propos du profil linguistique des postes à DEC :

- Environ 75% des postes (317) sont identifiés « bilingues impératif »
- Ces postes ont pour la plupart un profil BBB/BBB (79 %) ou CBC/CBC (12 %)

POSTES BILINGUES



■ Bilingue (77,5%) ■ Unilingue (22,5%)



Fiche pour la comparution

Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de
développement économique du Canada pour les régions du Québec

Enjeu

Appui de Développement économique Canada pour les régions du Québec aux communautés de langue officielle en situation minoritaire

Mise à jour

31 octobre 2023

Sommaire

Développement économique Canada pour les régions du Québec appuie le développement économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire avec ses programmes réguliers et par le biais de l'Initiative de développement économique – Langues officielles. Cette initiative d'envergure nationale est mise en œuvre depuis 2008 par les agences de développement économique régional (ADR) et Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE). Elle contribue au Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028.

Réponses recommandées

- **Développement économique Canada pour les régions du Québec appuie le développement économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire avec ses programmes réguliers et l'Initiative de développement économique - Langues officielles.**
- **Cette Initiative a été créée en 2008, et est mise en œuvre par Innovation, Sciences et Développement économique et les sept agences de développement économique régional.**
- **Des consultations se tiennent chaque 2 ans avec les représentants des communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de s'assurer que l'Initiative de développement économique – Langues officielles demeure adaptée aux besoins.**
- **Depuis 2018, DEC a investi près de 120 millions de dollars en appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire, dont environ 9 millions de dollars grâce à l'Initiative de développement économique – Langues officielles.**

Réponse(s) supplémentaire(s)

Les agences de développement régional (ADR) mettent en œuvre la portion subventions et contributions de l'IDE-LO. Innovation, Science et Développement Économique Canada (ISDE) joue un rôle de coordination nationale, notamment pour les activités de concertation avec le milieu, de recherche, de rendre compte et de coordination avec d'autres partenaires fédéraux comme Patrimoine canadien.

L'IDE-LO fait présentement partie des initiatives qui contribuent au Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 annoncé en avril 2023 par le gouvernement du Canada.

Les données liées aux projets menés par des CLOSM dans les programmes réguliers de DEC sont basées sur l'auto déclaration volontaire des clients de DEC dans le cadre de leur demande de financement.

DEC met en œuvre l'ensemble de ses programmes et offre ses services en conformité avec les Lois et règlements qui s'appliquent, incluant les Lois fédérales et provinciales en vigueur.

Toile de fond

Initiative de développement économique – Langues officielles (IDE-LO) au Québec

- L'Initiative de développement économique – Langues officielles (IDE-LO) a été créée dans le cadre de la Feuille de route sur la dualité linguistique canadienne en 2008 pour appuyer les communautés de langues officielles en situation minoritaire (CLOSM), soit les anglophones du Québec et les francophones hors Québec. Elle est devenue permanente en 2018.
- En 2018, lorsque l'IDE-LO a été rendue permanente, un total de 30,5 M\$ a été réparti entre ADR. DEC a obtenu 10,2 M\$ sur 5 ans, soit 9 M\$ en subventions et contributions et 1,2 M\$ en fonctionnement.
- L'IDE-LO vise à appuyer le développement économique des CLOSM. Elle peut servir à concrétiser des projets novateurs, d'entrepreneuriat, de partenariats ou de diversification économique.
- Pour la mise en œuvre de l'IDE-LO, DEC utilise des critères d'admissibilité basés sur la population anglophone présente sur le territoire. Sont admissibles à l'IDE :
 - Les OBNL situés dans une MRC dont la population anglophone est supérieure à 500 habitants
 - Les PME situées dans une MRC dont la proportion de la population anglophone est supérieure à 5 %, à l'extérieur du Grand Montréal
- L'octroi de financement se fait en fonction de critères précis, incluant les retombées économiques du projet pour la communauté de langue officielle en situation minoritaire.
- En 2022, dans le cadre du renouvellement du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada, une nouvelle Stratégie de l'entrepreneuriat et du développement économique dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire avait été proposée conjointement par plusieurs ministères. Les fonds n'ont toutefois pas été inclus dans le Budget fédéral de 2023.
- Le Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 a tout de même réitéré l'engagement du gouvernement du Canada envers les CLOSM, et notamment envers leur développement économique à long terme par l'entremise de l'IDE-LO.

Données démographiques et socio-économiques des CLOSM au Québec

Note méthodologique : Sauf indication contraire, les statistiques suivantes réfèrent au concept de première langue officielle parlée : on fait référence à un anglophone si l'anglais est la première langue officielle parlée, et francophone si c'est le français.

- Selon les données du recensement de 2021 :
 - Il y a 1 089 000 personnes dont la première langue est l'anglais au Québec, soit 13 % de la population (comparativement à 12 % en 2016).
 - Plus de la moitié des anglophones du Québec vivent sur l'île de Montréal où ils représentent 30 % de la population.
 - Le Nord-du-Québec est la région administrative où la proportion d'individus dont la première langue officielle parlée est l'anglais est la plus forte (54,4 %). Les Cris et Inuits, qui ont davantage recours à l'usage de l'anglais, y sont concentrés.
- Selon les données du recensement de 2021, les anglophones du Québec :
 - Ont un taux de chômage supérieur à celui des francophones (11,0 % par rapport à 6,9 %).
 - Sont proportionnellement plus nombreux à œuvrer dans certaines industries saisonnières par rapport aux francophones (p.ex., hébergement & restauration (7,5 % vs. 5,4 %)).
 - Sont plus nombreux que les francophones à avoir obtenu un baccalauréat ou un grade supérieur (37,6 % vs. 25,4 %).
- Le pourcentage des PME pour lesquelles la langue maternelle du principal décideur est l'anglais a augmenté de 8,7 % en 2017 à 13,4 % en 2020¹. Les entreprises CLOSM représentent 17,8 % des entreprises au Québec (2016)².

¹ StatCan : Enquête sur le financement et la croissance des PME

² Couplage entre le Recensement de la population de 2016 et la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés de 2016.

Principaux enjeux et priorités identifiés par les CLOSM au Québec en lien avec le développement économique

- Principaux défis identifiés lors de consultations en 2020 et 2021 :
 - Difficulté à intégrer les réseaux d'affaires locaux et à accéder aux emplois bien rémunérés;
 - Barrières à l'employabilité par manque de services locaux, surtout à l'extérieur du Grand Montréal;
 - Pénurie de la main-d'œuvre, population vieillissante et migration des jeunes;
 - Planification de la relève et démarrage d'entreprises;
 - Adoption du numérique;
 - Accès au capital.
- Trois priorités en matière d'entrepreneuriat identifiées lors d'une consultation en 2022 :
 - Meilleur accès aux capitaux et aux sources de financement diversifiées des PME;
 - Renforcement des capacités des entreprises dans le domaine du recrutement et du développement des compétences liées à la gestion du capital.
 - Besoin d'un écosystème entrepreneurial solide ou un réseau centralisé pour les entrepreneurs et les entreprises de la communauté anglophone du Québec.

BUREAU DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Joyce Titan, Secrétariat ministériel, Cabinet du SM/président, 438-304-6735

PRÉPARATION ET APPROBATION

Préparé par : Assia Chaala, Chef d'équipe, Direction des politiques et programmes, 438-355-2195

Personne-ressource du secteur (directeur ou niveau supérieur) : Jean-Philippe Brassard, DG, Direction générale Politiques, intelligence économique et résultats, 438-985-2384

Approbation du secteur : Jean-Frédéric Lafaille, vice-président, Secteur Politiques et Communications, 514-926-9459



Fiche pour la comparution

Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Enjeu

Soutien de DEC aux communautés de langues officielles en situation minoritaire au Québec.

Mise à jour

31 octobre 2023

Sommaire

DEC contribue aux efforts du gouvernement du Canada visant à accroître la participation des groupes sous-représentés à l'économie dont les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM).

Ainsi, l'Initiative de développement économique (IDE) – Langues officielles contribue à la stratégie fédérale en matière de langues officielles, telle que décrite dans le Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 : Protection-promotion-collaboration. Au Québec, l'Initiative est mise en œuvre par DEC selon les modalités du Programme de développement économique du Québec (PDEQ).

L'aide financière vise à favoriser le développement économique des CLOSM. Elle peut, entre autres, servir à concrétiser des projets novateurs, d'entrepreneuriat ou des partenariats ou encore à diversifier les activités économiques de ces communautés.

De plus, dans le cadre de cette initiative, DEC accorde des assouplissements aux paramètres d'intervention de sa programmation régulière.

Réponses recommandées (85 mots)

- **Développement économique Canada pour les régions du Québec est engagé à favoriser la prospérité des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM).**
- **Dans le cadre de l'Initiative de développement économique – Langues officielles, Développement économique Canada pour les régions du Québec dispose d'un budget 10,2 millions de dollars sur cinq ans pour intervenir auprès des CLOSM.**
- **En 2022-2023, dans le cadre de l'Initiative de développement économique – Langues officielles, Développement économique Canada pour les régions du Québec a investi 1,9 million de dollars dans douze projets qui ont généré des investissements de 12,3 millions de dollars.**

Réponse(s) supplémentaire(s)

DEC collabore de façon continue avec ses partenaires et les représentants des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) au Québec afin de cerner les enjeux, les priorités et les besoins spécifiques de ces communautés en matière de développement économique et d'être en mesure d'identifier des occasions et des stratégies pour mieux y répondre.

Au cours de l'exercice 2022-2023, en plus de l'Initiative de développement économique – Langues officielles, DEC a appuyé dans le cadre des initiatives de relance pancanadiennes, 23 projets (28,3 M\$) menés par des entreprises appartenant à des membres de CLOSM ou des OBNL appuyant le développement économique des CLOSM.

Toile de fond

Développement économique Canada pour les régions du Québec soutient depuis plusieurs années deux OBNL provinciaux bien établis et collaborant ensemble pour l'accompagnement des entrepreneurs et des collectivités issus des CLOSM. Leur financement a été renouvelé pour quatre ans (2023-2027) via l'Initiative de développement économique pour les langues officielles (IDE) Ces organismes sont :

1. **Youth Employment Services Foundation (YES)** œuvre à maintenir et élargir ses services en entrepreneuriat aux communautés régionales anglophones. Un coaching d'affaires, des services d'accompagnement et de mentorat, des webinaires, des ateliers et des événements de réseautage sont offerts. L'aide non remboursable de 2 846 664 \$ offerte par DEC permettra d'appuyer pour une période de quatre ans (1^{er} avril 2023 au 31 mars 2027) les activités de YES à Montréal d'autres régions du Québec.
2. DEC appuie les activités de la **Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC)**. L'aide non remboursable de 1 173 332 \$ sur quatre ans (1^{er} avril 2023 au 31 mars 2027) vise à mobiliser les communautés autour d'enjeux de développement économique, identifier des opportunités de développement d'affaires, mettre en place les outils pour orienter et soutenir les communautés pour initier des projets de diversification économique.

Voici d'autres exemples de projets appuyés dans le cadre de l'Initiative de développement économique pour les langues officielles (IDE) et diffusés dans le bilan sur les langues officielles de DEC :

1. **Generation V Boat Building** est une entreprise est composée de trois jeunes entrepreneurs et est située à Grosse-Île aux Îles-de-la-Madeleine. Représentant la cinquième génération de constructeurs de bateaux et possédant plusieurs années d'expérience dans l'industrie, ces entrepreneurs souhaitent concrétiser leur vision de construire des bateaux de pêche au design de coque unique. L'aide remboursable de 75 006 \$ vise la réalisation de ce projet de diversification économique et de revitalisation d'une communauté dévitalisée qui entrainera la création de neuf emplois à temps plein et deux à temps partiel.
2. **Secrétariat aux alliances économiques Nation Crie – Abitibi -Témiscamingue (SAENCAT)** identifie et développe des opportunités économiques viables au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) en favorisant la création de partenariats stratégiques solides entre les entreprises autochtones, allochtones et inuites du Nord québécois et/ou à l'extérieur de la région. La contribution non remboursable de 300 000 \$ permet d'appuyer la tenue d'activités de réseautage ainsi que la tenue d'événements à grande échelle, de missions économiques et de conférences.
3. **Société Makivik – Makivik Corporation** travaille à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de développement économique pour les Inuits du Nunavik. La contribution non remboursable de 443 700 \$ permet de financer l'embauche de ressources spécialisées chargées de mener des consultations pour une stratégie globale de développement économique auprès de toutes les communautés du Nunavik.

Des assouplissements aux paramètres d'intervention réguliers s'appliquent à l'Initiative de développement économique pour les langues officielles. Ainsi, les activités suivantes sont autorisées :

- Hébergement touristique : projets d'hébergement équivalents à 1 étoile ou plus, dans les CLOSM isolées, en autant que cela ne concurrence pas une offre existante;
- Développement de l'offre touristique : la rénovation de bâtiments patrimoniaux ou la rénovation de bâtiments visant l'implantation de centres d'interprétation ou de musées;
- Développement de stratégies et de plans de mobilisation : projets dans des CLOSM même si l'initiative ne découle pas de crises ou de chocs économiques récents.

De 2018 à 2023, Développement économique Canada pour les régions du Québec a investi auprès des CLOSM un montant de 10,8 millions de dollars, soit 640 000 dollars de plus que l'affectation budgétaire pour cette période.

BUREAU DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Joyce Titan, Secrétariat ministériel, Cabinet du SM/président, 438-304-6735

PRÉPARATION ET APPROBATION

Préparé par : Nom, Direction générale/Section, XXX-XXX-XXXX

Personne-ressource du secteur (directeur ou niveau supérieur) : Nom, Direction générale/Section, XXX-XXX-XXXX

Approbation du secteur : Nom, Direction générale/Section, XXX-XXX-XXXX



Fiche pour la Période des questions

Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Enjeu

Appui de DEC pour la croissance inclusive

Mise à jour

8 septembre 2023

Sommaire

Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) aide les groupes sous-représentés à participer pleinement à l'économie afin qu'elle soit plus inclusive. Pour ce faire, DEC accorde une attention particulière aux projets d'entreprises ou d'organismes contribuant à l'atteinte de cet objectif.

Réponses recommandées (61 mots)

- **Développement économique Canada pour les régions du Québec investit pour construire une économie plus prospère et inclusive.**
- **Développement économique Canada pour les régions du Québec appui les propriétaires d'entreprise des groupes sous-représentés et contribue aux efforts du gouvernement visant à accroître leur participation économique.**
- **Développement économique Canada pour les régions du Québec intervient activement auprès des groupes sous-représentés.**

Réponses supplémentaires

DEC favorise la participation des peuples autochtones à la croissance économique au Québec en appuyant les projets provenant d'OBNL et de PME sous contrôle autochtone et s'est doté de paramètres d'intervention plus souples qui tiennent compte de leur réalité économique.

DEC aide les groupes sous-représentés à participer à la transformation d'une économie plus propre et durable et priorise les projets d'entreprises ou d'organismes qui contribuent à l'atteinte de cet objectif tant pour ceux qui lui sont soumis dans le cadre de sa programmation régulière qu'à travers des initiatives ciblées, dont la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat (SFE), l'Initiative de développement économique – Langues officielles (IDE) ou encore le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (PECN).

Toile de fond

- DEC favorise la participation des **peuples autochtones** à la croissance économique au Québec en appuyant les projets provenant d'OBNL et de PME sous contrôle autochtone. Pour leur faciliter l'accès à ses programmes, DEC s'est doté de paramètres d'intervention plus souples (par ex., taux d'aide avantageux) et de priorités qui tiennent compte de la réalité économique des Autochtones.
- DEC met en œuvre au Québec l'**Initiative de développement économique – Langues officielles (IDE)**, un programme national qui vise à soutenir les **communautés de langues officielles en situation minoritaires (CLOSM)**. Pour DEC, il vise les communautés anglophones. Le budget annuel de cette initiative est de 1,8 M\$.
- DEC met en œuvre au Québec le **Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (PECN)** qui vise à encourager les propriétaires d'entreprise et les entrepreneurs noirs du Canada à participer à l'économie régionale en les aidant à faire croître leur entreprise. Le programme fonds est doté d'un budget de 24,6 M\$ pour le Québec. La date de fin prévue de l'initiative est le 31 mars 2025.
- DEC a mis en œuvre au Québec la **Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat (SFE)**, une initiative nationale qui vise à aider les femmes entrepreneures à surmonter les obstacles à la croissance de leur entreprise. Le budget de cette initiative est de 23,5 M\$ et s'est terminée le 31 mars 2023.
- Depuis novembre 2015, DEC est intervenu auprès des clientèles suivantes :
 - 103,5 M\$ pour des projets **autochtones**;
 - 17,2 M\$ pour des projets favorisant le développement économique des **CLOSM**;
 - 24,6 M\$ dans le cadre du **PECN** pour des projets réalisés par des entrepreneurs issus de ces communautés ;
 - 109,1 M\$ pour des projets en **entrepreneuriat féminin**.

Exemples de projets financés par DEC

- **Initiative de développement économique – Langues officielles (IDE)** : En 2020, DEC a accordé une aide financière de 980 000 \$ à la **Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire** (CEDEC) pour soutenir la création, sur une période de trois ans, d'un écosystème favorable à la diversification et au développement économique des CLOSM. L'approche favorise le renforcement de la collaboration des acteurs économiques clés au sein d'une même région et l'accompagnement d'entreprises. Cette aide incluait un montant de 100 000 \$ afin de mettre en place des actions ciblées pour soutenir les entreprises anglophones des CLOSM aux prises avec les enjeux liés à la pandémie.
- **Entrepreneuriat féminin**: En 2021 et 2022, DEC a accordé deux contributions à **Evol Financement**, une organisation spécialisée dans le financement et l'accompagnement d'entreprises diversifiées et inclusives à travers le Québec. Une première contribution non remboursable de 4 475 800 \$ a permis à l'organisme d'offrir un accompagnement soutenu et personnalisé à des entreprises appartenant à une clientèle issue de la diversité, dont celle des femmes, et ayant une composante de développement durable. Puis, une deuxième contribution remboursable de 5 000 000 \$ a été versée dans une enveloppe de financement d'impact pour soutenir les entrepreneur(e)s issu(e)s des groupes sous-représentés de l'économie québécoise, par le biais de prêts, afin de faciliter leur accès au financement.
- **Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (PECN)** : En 2021, DEC a accordé une aide financière non remboursable de 2 995 600 \$ au **Fonds Afro-Entrepreneurs**, sur une période de quatre ans, pour offrir aux entrepreneurs issus des communautés noires du Québec des services d'accompagnement adapté au stade de développement de l'entreprise (démarrage, croissance, changement d'échelle, structuration, etc.). Le projet contribuera à pallier l'offre limitée de services et peu adaptée à la réalité et aux spécificités des entrepreneurs issus des communautés noires francophones au Canada.
- **Programme Croissance économique régionale par l'innovation (CERI)** : En 2022, DEC a accordé une aide financière remboursable de 100 000 \$ à **MINI TIPI** pour améliorer la capacité de production de l'entreprise ainsi qu'à développer de nouveaux marchés. L'entreprise de Gatineau appartenant à deux femmes, dont l'une est membre de la Nation Nipissing, fabrique des objets de décoration et des accessoires personnels pour la maison et la famille. Ses produits, confectionnés à partir de fibres recyclées, mettent en valeur le patrimoine des diversités culturelles et des nations autochtones du Canada.

BUREAU DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Joyce Titan, Secrétariat ministériel, Cabinet du SM/président, 438-304-6735

PRÉPARATION ET APPROBATION

Préparé par : Bruno Martin, Direction générale Partenariats stratégiques, 514-451-6749

Personne-ressource du secteur : Simon Labrecque, DG Opérations régionales, 438-580-8307

Approbation du secteur : Marie-Claude Petit, Vice-présidente Opérations, 514-283-3510



Fiche pour la Période des questions

Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Enjeu

Réalisations pour le développement économique au Québec

Mise à jour

5 septembre 2023

Sommaire

Grâce à ses 12 bureaux d'affaires à travers le Québec, Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) est le partenaire fédéral clé du développement économique régional au Québec. Par ses interventions à travers sa programmation régulière et ponctuelle, DEC appuie notamment l'innovation régionale, la croissance des PME et la vitalité des collectivités du Québec.

Réponses recommandées (107 mots)

- **Développement économique Canada pour les régions du Québec est le partenaire fédéral clé du développement économique régional au Québec.**
- **Depuis novembre 2015, Développement économique Canada pour les régions du Québec a soutenu plus de 5 600 projets pour des aides totales de 3 milliards de dollars ayant généré des investissements de 15 milliards de dollars.**
- **Présent partout au Québec grâce à ses 12 bureaux d'affaires branchés sur le milieu, Développement économique Canada pour les régions du Québec appuie les entreprises et les régions afin de soutenir la prospérité de notre économie et de nos communautés en privilégiant des projets qui génèrent des retombées économiques à long terme.**

Réponses supplémentaires

Alignées avec les priorités du gouvernement du Canada, les interventions de DEC contribuent à accroître la participation des groupes sous-représentés à l'économie, dont les femmes, les autochtones ou encore les personnes issues des groupes minoritaires.

DEC est un accélérateur de développement économique : par ses interventions, DEC appuie l'innovation régionale, la croissance des PME et la vitalité des collectivités du Québec.

DEC reconnaît l'importance de soutenir la croissance du secteur quantique au Québec. Ainsi, un budget de plus de 23,3 millions de dollars sera dédié afin d'aider les PME et les organismes à but non lucratif à adopter, développer et commercialiser des technologies quantiques et des produits basés sur ces technologies.

Toile de fond

- DEC appuie les entreprises, principalement des PME, et les organismes à but non lucratif (OBNL) qui leur viennent en aide, en réalisant des investissements stratégiques qui ont un impact positif sur la croissance et la prospérité de celles-ci. Par le fait même, DEC contribue au dynamisme économique de l'ensemble des régions du Québec en misant sur leurs avantages compétitifs régionaux.
- Le budget fédéral 2021 annonçait 360 M\$ sur sept ans pour le développement d'une Stratégie quantique nationale pilotée par ISDE, dont 70 M\$ sont alloués à DEC, FedDev Ontario, PrairiesCan et PacifiCan pour aider les entreprises canadiennes à prendre de l'expansion et à commercialiser les technologies quantiques. De ces 70 M\$, 23,3 M\$ seront investis au Québec.
- Avec cette enveloppe puisée à même son programme Croissance économique régionale par l'innovation (CERI), DEC appuie le volet commercialisation du continuum d'innovation quantique. Ces investissements ciblés visent à favoriser le développement, l'adoption et la commercialisation des technologies quantiques par les PME du Québec et les organismes qui les appuient.

Exemples de projets financés par DEC :

- **Innovation** : En octobre 2022, dans le cadre du Fonds pour l'emploi et la croissance (FEC), DEC a autorisé une contribution remboursable de 250 k\$ à **Secure Exchanges**, une jeune entreprise innovante de Drummondville spécialisée en cybersécurité. Le projet vise à soutenir la croissance de l'entreprise par la mise en œuvre d'une stratégie de commercialisation.
- **Technologies propres** : En octobre 2022, dans le cadre du Fonds pour l'emploi et la croissance (FEC), DEC a autorisé une contribution remboursable de 500 k\$ à **Innoltek inc.**, une entreprise de Saint-Jean-sur-Richelieu spécialisée dans la fabrication du biodiésel et des lubrifiants biodégradables destinés aux secteurs de la construction et des travaux publics afin de la rendre plus écologique et à adopter des pratiques durables sur le plan environnemental en plus d'améliorer sa productivité.
- **Tourisme** : Dans le cadre du fonds d'aide au tourisme (FAT), DEC a appuyé **Hébergement aux cinq sens**, une entreprise détenue par une femme membre de la nation Huronne-Wendat, qui offre de l'hébergement prêt-à-camper insolite. L'aide autorisée en septembre 2022, soit une contribution non remboursable de 100 k\$, vise l'acquisition de trois mini-maisons afin d'améliorer l'offre touristique.
- **Autochtones** : En août 2022, dans le cadre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation (CERI), DEC a autorisé une contribution remboursable de 100 k\$ à **12329832 Canada inc. - MINI TIPI**, une entreprise manufacturière de Gatineau fondée et gérée par deux femmes, dont une autochtone. L'entreprise crée, confectionne et distribue des produits variés de qualité tels couvertures, sacs, châles, mitaines et ponchos qui s'inspirent du style de vie ainsi que de l'héritage canadien et autochtone. Grâce à cet appui, MINI TIPI peut améliorer sa capacité de production et de commercialisation.
- **Entrepreneuriat féminin** : En juillet 2022, dans le cadre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation (CERI), DEC a autorisé une contribution remboursable de 78 k\$ à 12279479 Canada inc. – Gélinite, une entreprise détenue en partie et dirigée par une femme entrepreneure, située à Charrette en Mauricie et qui se spécialise dans la fabrication de technologie unique de filtration membranaire minérale. La contribution visait l'acquisition d'équipements destinés à améliorer la productivité et la capacité de production de l'entreprise.
- **Communautés culturelles** : Dans le cadre du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (PECN), DEC finance **Fonds Afro-Entrepreneurs** pour offrir, aux entrepreneurs issus des communautés noires du Québec, des services d'accompagnement adapté au stade de développement de l'entreprise (démarrage, croissance, changement d'échelle, structuration, etc.). La contribution non remboursable de 2,9 M\$ approuvée en août 2021 couvre une période de quatre ans. Le projet contribuera à pallier l'offre limitée de services et peu adaptée à la réalité et aux spécificités des entrepreneurs issus des communautés noires au Québec.
- **Quantique** : L'intervention de DEC servira à soutenir des activités ou financer des équipements en lien avec les technologies quantiques tels que : l'informatique (ordinateurs, simulations et programmation quantiques, etc.), les communications (cryptage et communication quantiques, etc.), la détection (capteurs, etc.), le développement de matériaux innovants (matériaux aux propriétés quantiques nouvelles, microfabrication, etc.).

BUREAU DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Joyce Titan, Secrétariat ministériel, Cabinet du SM/président, 438-304-6735

PRÉPARATION ET APPROBATION

Préparé par : Bruno Martin, Direction générale, Partenariats stratégiques, 514-451-6749

Personne-ressource du secteur : Simon Labrecque, DG, Opérations régionales, 418-648-3019

Approbation du secteur : Marie-Claude Petit, Vice-présidente, Opérations, 514-283-3510



Fiche pour la Période des questions

Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Enjeu

DEC au service de l'ensemble des régions du Québec

Mise à jour

8 septembre 2023

Sommaire

La mission de Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) est de promouvoir le développement économique à long terme de l'ensemble des régions du Québec, y compris les régions rurales. Développement économique Canada pour les régions du Québec soutient les entreprises et les collectivités du Québec vers une économie plus propre, innovante et inclusive. Il accomplit sa mission à travers ses programmes et initiatives ainsi que les douze (12) bureaux d'affaires répartis partout au Québec, en par l'entremise d'organismes à but non lucratif à vocation économique. Parmi eux, les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et les centres d'aides au développement aux entreprises (CAE) qui sont des partenaires de premier plan dans la promotion du développement économique en régions rurales. Développement économique Canada pour les régions du Québec veille à assurer la synergie et la complémentarité de ses interventions avec celles des différents partenaires et ordres de gouvernement.

Réponses recommandées (114 mots)

- **Développement économique Canada pour les régions du Québec a pour mission d'appuyer le développement économique à long terme de l'ensemble des régions du Québec, en accordant une attention particulière aux régions à faible croissance économique ou à celles qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs.**
- **Développement économique Canada pour les régions du Québec soutient les entreprises à travers ses programmes et son réseau de 12 bureaux d'affaires répartis partout au Québec, ou encore par l'entremise d'organismes à vocation économique qu'il finance.**
- **Développement économique Canada pour les régions du Québec travaille avec les partenaires clés sur le terrain et adapte ses interventions afin de miser sur les forces et atouts propres de chaque région.**

Réponses supplémentaires

Développement économique Canada pour les régions du Québec soutient tout bon projet qui génère des retombées économiques au Québec et qui contribue à la croissance économique et la prospérité à long terme des régions.

Développement économique Canada pour les régions du Québec analyse chaque demande de financement en fonction des priorités gouvernementales, des critères de programmes et des budgets disponibles.

Toile de fond

- Le budget de Développement économique Canada pour les régions du Québec en 2023-2024 en subventions et contributions est de 518,9 millions de dollars.
- Depuis novembre 2015, Développement économique Canada pour les régions du Québec a autorisé 5 650 projets pour des aides totalisant 3 milliards de dollars qui ont permis de générer pour l'ensemble du Québec des investissements de 15 milliards de dollars;
- En faisant plus que financer des projets porteurs, Développement économique Canada pour les régions du Québec est un facilitateur qui aide à rassembler les bons partenaires autour d'un projet donné.
- Développement économique Canada pour les régions du Québec compte plusieurs outils d'intervention à même ses programmes réguliers lui permettant de soutenir les régions du Québec aux prises avec des défis particuliers.

BUREAU DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Joyce Titan, Secrétariat ministériel, Cabinet de la SM/présidente, 438-304-6735

PRÉPARATION ET APPROBATION

Préparé par : Bruno Martin, Direction générale, Partenariats stratégiques, 514-451-6749

Personne-ressource du secteur : Simon Labrecque, DG, Opérations régionales, 418-648-3019

Approbaton du secteur : Marie-Claude Petit, Vice-présidente, Opérations, 514-283-3510



Fiche pour la Période des questions

Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Enjeu

Budget 2023

Mise à jour

6 septembre 2023

Sommaire

Le budget fédéral 2023 a été déposé le 28 mars 2023. Voici les implications pour Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC).

Réponses recommandées

- **Le Budget 2023 investit dans les priorités des Canadiens qui telles que la santé, une économie abordable et la croissance verte qui génère de bons emplois.**
- **Des secteurs prometteurs pour l'économie québécoise, comme les technologies propres et les minéraux critiques, recevront d'importants appuis financiers.**
- **Développement économique Canada pour les régions du Québec continue d'être un acteur clé au développement des entreprises et des régions du Québec, notamment grâce aux nouveaux investissements qui sont annoncés à son programme Croissance économique régionale par l'innovation ainsi qu'au secteur touristique.**

Message supplémentaire

- **Développement économique Canada pour les régions du Québec poursuit ses efforts pour accroître son efficacité et adapter ses interventions en réponse aux défis actuels et futurs des PME et des régions du Québec.**

Toile de fond

De façon générale, il s'agit d'un budget dont les dépenses sont d'importance et :

1. orientées vers les particuliers et les citoyens, étant donné l'importance de certaines mesures leur étant dédiée :
 - i. mesures contrant les effets de l'inflation (ex. remboursement pour l'épicerie);
 - ii. mesures visant les soins de santé et dentaires et l'appui au logement autochtone;
2. orientées vers la transition verte en fait d'économie et appui aux entreprises, en utilisant de façon marquée le levier fiscal (crédit d'impôt);
3. prévoient par ailleurs des baisses dans les dépenses gouvernementales, notamment les services de consultation, les services professionnels et les frais de déplacement (un peu plus 7 G\$ sur 5 ans), ainsi que les dépenses ministérielles admissibles sans affecter le service aux citoyens (près de 7 G\$ sur 4 ans).

Deux mesures visent directement l'ensemble des agences de développement régional (ADR) et d'autres sont d'intérêt pour DEC :

Croissance économique régionale par l'innovation - CERI

- 74,4 M\$ pour 2023-2024, pour le financement du programme Croissance économique régionale par l'innovation, pour l'ensemble des ADR.

Tourisme

- 108 M\$ sur 3 ans, à compter de 2023-2024, pour soutenir des projets et des événements locaux du secteur touristique, pour l'ensemble des ADR.

Minéraux critiques/Technologies propres

- 500 M\$ sur 10 ans au Fonds stratégique pour l'innovation pour appuyer le développement et l'application de technologies propres.
 - Le Fonds investira aussi 1,5 G\$ de ses ressources actuelles dans les secteurs des technologies propres, des minéraux critiques et de la transformation industrielle.

Gouvernement efficace

- Réduction des dépenses affectées aux services de consultation, aux autres services professionnels et aux déplacements (environ 15 % des dépenses discrétionnaires planifiées pour 2023-2024 dans ces domaines) qui se traduira par des économies de 7,1 G\$ sur 5 ans à partir de 2023-2024 et 1,7 G\$ par la suite. L'accent sera mis sur la réduction des dépenses sur les services professionnels (conseil en gestion).
- Réduction progressive (environ 3 %) des dépenses admissibles des ministères et des organismes d'ici 2026-2027 qui se traduira par une diminution des dépenses gouvernementales de 7 G\$ sur 4 ans, à compter de 2024-2025, et de 2,4 G\$ par année par la suite.

BUREAU DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Joyce Titan, Secrétariat ministériel, Cabinet du SM/président, 438-304-6735

PRÉPARATION ET APPROBATION

Préparé par : Amélie Dansereau, Gestionnaire, Partenariats, liaison et affaires du Cabinet, direction Affaires gouvernementales

Approuvé par : Serge Massé-Dionne, directeur p.i., Affaires gouvernementales, 418-473-8903

Approbation du secteur : Marie-Eve Harvey, vice-présidente p.i., Politiques et Communications, 514-702-1517



Fiche pour la Période des questions

Ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Enjeu

Budget principal des dépenses 2023-2024

Mise à jour

8 septembre 2023

Sommaire

Le présent budget principal des dépenses présente les besoins financiers pour l'exercice 2023-2024. Le Budget principal des dépenses 2023-2024 a été préparé selon les directives du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Réponses recommandées (93 mots)

- **Le budget de Développement économique Canada pour les régions du Québec permet d'appuyer les entreprises et les collectivités québécoises par des investissements stratégiques en subventions et contributions.**
- **Développement économique Canada pour les régions du Québec est un acteur fédéral clé du réseau entrepreneurial québécois par l'entremise des projets qu'il finance ou par son rôle de maillage et d'intégrateur.**
- **Développement économique Canada pour les régions du Québec met en œuvre ses programmes réguliers et diverses initiatives ponctuelles adaptés aux réalités régionales du Québec avec un budget s'élevant à 484,7 millions de dollars en 2023-2024.**

Réponses supplémentaires

433,7 millions de dollars, soit 89,5 % du budget, appuieront directement les entreprises et les collectivités du Québec au cours de l'année 2023-2024.

Les réinvestissements des contributions remboursables provenant des clients, d'un montant de 49,2 millions de dollars, représentent la majorité des augmentations du budget 2023-2024. Ces remboursements sont réinvestis dans les budgets de subventions et contributions de l'agence deux ans après leurs recouvrements, à la suite de l'approbation du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Développement économique Canada accompagne les PME et les régions du Québec vers une économie plus innovante, plus forte, plus propre et inclusive.

Toile de fond

- Le Budget principal des dépenses 2023-2024 renferme la liste détaillée des ressources dont DEC a besoin pendant l'exercice à venir pour exécuter les programmes relevant de sa compétence. Ce document fait état des autorisations de dépenses (crédits) ainsi que des montants devant être inclus dans les projets de loi de crédits subséquents que le gouvernement demandera au Parlement d'approuver.
- Le Budget principal des dépenses 2023-2024 totalise 484,7 M\$, dont 433,7 M\$ en subventions et contributions, 45,3 M\$ en fonctionnement et 5,7 M\$ en crédits législatifs.

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	Différence entre 23-24 et 22-23
Dépenses de fonctionnement	41,1 M\$	45,6 M\$	45,3 M\$	(0,3) M\$
Subventions et contributions	320,4 M\$	534,9 M\$	433,7 M\$	(101,2) M\$
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,0 M\$	5,7 M\$	5,7 M\$	0,0 M\$
Total	366,5 M\$	586,2 M\$	484,7 M\$	(101,5) M\$

* Les totaux pourraient ne pas correspondre en raison des arrondissements

- Le budget 2023-2024 présente une baisse de 101,5 millions de dollars (-17,31 %) comparativement au budget de 2022-2023, s'expliquant notamment par le financement lié aux initiatives ponctuelles. Cette différence s'explique principalement par une combinaison des éléments suivants :

AUGMENTATIONS

Réinvestissement des contributions remboursables provenant des clients	49,2 M\$
Initiative de relance régionale de l'aérospatial	8,0 M\$
Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité	2,7 M\$
Total	59,9 M\$

DIMINUTIONS

Initiative d'aide aux grands festivals et événements	(48,9) M\$
Fonds d'aide au tourisme	(48,4) M\$
Fonds canadien de revitalisation des communautés	(22,5) M\$
Plan pour l'innovation et les compétences	(15,3) M\$
Fonds pour l'emploi et la croissance	(12,5) M\$
Initiative de développement des infrastructures régionales	(8,6) M\$
Initiative des femmes en entrepreneuriat	(4,1) M\$
Divers éléments	(1,2) M\$
Total	(161,5) M\$

VARIATION

Variation totale	(101,6) M\$
-------------------------	--------------------

* Un écart marginal dans l'addition des données pourrait résulter de l'arrondissement des chiffres.

BUREAU DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Joyce Titan, Secrétariat ministériel, Cabinet du SM/président, 438-304-6735

PRÉPARATION ET APPROBATION

Préparé par : Martin Veillette, Directeur général p.i., Finances ministérielles, 438-341-0701

Personne-ressource du secteur : Jean-Pascal Poirier, Directeur planification, Finances ministérielles, 514-296-1155

Approbation du secteur : Maxime Garon, Vice-président, Services corporatifs, 514-515-7000



RÉALISATIONS 2022-2023 POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 41

2022-2023 ACHIEVEMENTS FOR THE IMPLEMENTATION OF SECTION 41

Partie VII de la *Loi sur les langues officielles* /
Part VII of the *Official Languages Act*

Renseignements de base		Tombstone Data	
Préparé par :		Prepared by:	
Cindy Nantais			
Nom de l'institution :		Institution's Name:	
Développement économique Canada pour les régions du Québec / Canada Economic Development for Quebec Regions			
Code de l'institution :		Institution's Code:	
FDR			
Ministre responsable :		Minister responsible:	
L'honorable Pascale St-Onge, ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec / The Honourable Pascale St-Onge, Minister of Sport and Minister responsible for the Economic Development Agency of Canada for the Regions of Quebec			
Administrateur(trice) général(e) :		Deputy Head:	
Manon Brassard			



Personne responsable des langues officielles (parties IV, V et VI de la <i>Loi sur les langues officielles</i> [LLO]) :	Person responsible for official languages (Parts IV, V and VI of the <i>Official Languages Act</i> [OLA]):
Caroline Hilt	
Directrice générale, Gens, culture et milieu de vie	Director General, People, Culture and Workplace
Coordonnateur(trice) national(e) ou personne-ressource responsable de la mise en œuvre de l'article 41 (partie VII) de la LLO :	National coordinator or contact person responsible for the implementation of section 41 (Part VII) of the OLA
Sylvie Lemire	
Conseillère, Direction des initiatives interrégionales	Advisor, Inter-regional Initiatives Directorate
Personne(s)-ressource(s) en région pour l'article 41 de la LLO (le cas échéant) :	Regional contact person(s) for section 41 of the OLA (if applicable):
N/A	
N/A	N/A



Partie VII de la Loi sur les langues officielles		Part VII of the Official Languages Act	
Favoriser l'épanouissement et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne		Enhancing the vitality and development of official language minority communities and advancing English and French in Canadian society	
<p>Toutes les institutions fédérales devraient répondre à toutes les questions. Les renseignements recueillis dans le cadre de ce processus sont utilisés par Patrimoine canadien pour préparer le Rapport annuel sur les langues officielles, les Recueils des bonnes pratiques pour la partie VII et d'autres outils pour appuyer les institutions fédérales dans la mise en œuvre de la partie VII de la Loi sur les langues officielles.</p>		<p>All federal institutions should answer all the questions. The information collected through this process is used by Canadian Heritage to prepare the Annual Report on Official Languages, the Best Practices Digests for part VII and various other tools to support federal institutions with the implementation of Part VII of the Official Languages Act.</p>	
Dialogues continus		Ongoing Dialogue	
1.	<p>Comment votre institution s'assure-t-elle de connaître les priorités et les besoins des communautés francophones en situation minoritaire (à l'extérieur du Québec) et des communautés d'expression anglaise au Québec?</p> <p>Veuillez préciser les moyens utilisés, identifier les organismes et/ou les communautés avec lesquels vous avez été en communication ainsi que la manière dont vous avez tenu compte des priorités et besoins de ces communautés lors de la planification de vos activités.</p>		<p>How does your institution ensure that it is aware of the priorities and needs of French-speaking minority communities (outside Quebec) and English-speaking communities in Quebec?</p> <p>Please specify the methods used, list the organizations and/or communities with whom you were in contact, as well as how you took the priorities and needs of these communities into account when planning your activities.</p>
	<p>DEC collabore de façon continue avec ses partenaires et les représentants des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) au Québec afin de cerner les enjeux, les priorités et les besoins spécifiques de ces communautés en matière de développement économique et d'être en mesure d'identifier des occasions et des stratégies pour mieux y répondre.</p> <p>Ainsi, une gouvernance a été mise en place par Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE) en collaboration avec DEC. Cette gouvernance comprend des journées dialogues et un comité de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> En 2022-2023, DEC a participé à l'organisation et à l'animation d'une « Journée Dialogue » le 5 octobre 2022, qui a permis de réunir des représentants des CLOSM de tout le Québec et d'autres intervenants œuvrant dans le milieu économique. La 		<p>CED is working on an ongoing basis with its partners and representatives from official language minority communities (OLMCs) in Quebec to identify the specific issues, priorities and needs of those communities in terms of economic development and to be able to identify opportunities and strategies to best address them.</p> <p>Governance has therefore been established by Innovation, Science and Development (ISED) in collaboration with CED. That governance includes dialogue days and an oversight committee:</p> <ul style="list-style-type: none"> In 2022–23, CED took part in organizing and facilitating a “dialogue day” on October 5, 2022, which brought together OLMC representatives from across Quebec and other stakeholders working in the economic sector. The objective of



<p>consultation visait à recueillir des informations sur les perspectives, les défis et les besoins actuels des entrepreneurs et organismes des CLOSM. La consultation a également exploré les options sur la façon dont les ministères fédéraux pourraient soutenir les communautés, les entreprises et les entrepreneurs anglophones du Québec et développer des solutions en fonction des réalités et des enjeux actuels.</p> <ul style="list-style-type: none"> De plus, trois rencontres du « Comité de suivi des journées dialogues » ont été tenues, auquel participent DEC, ISDE et les représentants des communautés anglophones, principalement Community Economic Development and Employability Corporation (CEDEC) et Québec Community Group Network (QCGN). Les rencontres de ce comité permettent de préparer les journées dialogues, mais également le partage plus fréquent de l'information afin de rester à l'affût des principaux enjeux et défis économiques des CLOSM. <p>Également, en 2022-2023, DEC a participé en tant qu'observateur à des consultations additionnelles tenues auprès des CLOSM :</p> <ul style="list-style-type: none"> Bien que le mandat de DEC se limite aux régions du Québec, ses représentants ont participé en tant qu'observateurs à la journée dialogue tenue le 14 septembre 2022 auprès de la communauté francophone à l'extérieur du Québec pour connaître leurs besoins et priorités en vue de pouvoir identifier des enjeux communs auxquels les CLOSM de partout au Canada font face. DEC a également participé en tant qu'observateur à 3 séances, soit le 16 juin et les 4 et 5 juillet 2022, dans le cadre de la consultation pancanadienne sur les langues officielles 2022, qui visaient à alimenter le prochain Plan d'action sur les langues officielles. <p>L'information recueillie dans le cadre de ces consultations servira à alimenter les réflexions de DEC en ce qui a trait à ses interventions futures auprès des CLOSM.</p>	<p>the consultation was to gather information on the current perspectives, challenges and needs of entrepreneurs and organizations in OLMCs. The consultation also explored options on how federal departments could support Anglophone communities, businesses and entrepreneurs in Quebec and develop solutions based on current realities and issues.</p> <ul style="list-style-type: none"> In addition, the “Dialogue Days Oversight Committee” held three meetings, attended by CED, ISED and representatives from Anglophone communities, particularly the Community Economic Development and Employability Corporation (CEDEC) and the Quebec Community Groups Network (QCGN). The committee’s meetings are an opportunity to prepare the dialogue days and to share information more frequently to remain abreast of the main economic issues and challenges of OLMCs. <p>In 2022–23, CED also attended additional consultations with OLMCs as an observer:</p> <ul style="list-style-type: none"> Although CED’s mandate is limited to the Quebec regions, its representatives attended the dialogue day as observers on September 14, 2022, with the Francophone community outside Quebec to learn about their needs and priorities to identify common issues faced by OLMCs across Canada. CED also attended three sessions as an observer, on June 16 and July 4 and 5, 2022, as part of the 2022 Cross-Canada Official Languages Consultations, aimed at informing the next Action Plan on Official Languages. <p>The information gathered during those consultations will be used to inform CED reflections on its future interventions with OLMCs.</p>
--	---



	Résultats concrets	Tangible Results
2.	<p>Veillez souligner les <u>mesures positives</u> prises par votre institution pour favoriser l'épanouissement et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Veuillez inclure des activités qui se tiennent dans les régions, le cas échéant.</p> <p>Veillez décrire les initiatives, les incidences, les facteurs de succès et les résultats.</p>	<p>Please highlight <u>positive measures</u> taken by your institution to enhance the vitality and development of official language minority communities. Please include activities taking place in the regions, if applicable.</p> <p>Please describe the initiatives, impacts, success factors, and results.</p>
	<p>1- Youth Employment Services Foundation (<i>Initiative de développement économique- IDE</i>)</p> <p><i>Youth Employment Services</i> Foundation (YES) est un OBNL fondé en 1995, dont la mission est d'offrir des services en employabilité en anglais et aux entrepreneurs anglophones pour les aider à démarrer ou à faire croître leur entreprise.</p> <p>Les services offerts par YES sont étendus à l'ensemble des régions du Québec et comprennent de la formation, de l'accompagnement, du mentorat, des ateliers spécialisés, des webinaires et du réseautage. Les entrepreneurs accompagnés peuvent être à différents stades de développement de leur entreprise soit en prédémarrage, démarrage, croissance, exportation, etc.</p> <p>Le projet appuyé, d'une durée de quatre ans (2023-2027), vise à maintenir et à accroître l'offre de services en entrepreneuriat pour répondre aux besoins des communautés anglophones du Québec. L'appui financier de l'Agence porte principalement sur des salaires et des frais de fonctionnement. L'Agence soutient l'OBNL depuis 1999 et les projets entrepris par YES ont tous été réalisés avec succès par le soutien offert à plusieurs centaines d'entrepreneurs à travers le Québec annuellement.</p> <p>L'un des facteurs de succès de l'organisme est le travail réalisé en collaboration avec plusieurs partenaires régionaux œuvrant au bénéfice des communautés anglophones en situation minoritaire. Par ses activités, YES favorise le développement économique des minorités anglophones afin que celles-ci soient plus prospères et contribuent pleinement à l'essor économique du Québec. Ce projet cadre avec les</p>	<p>1- Youth Employment Services Foundation (<i>Economic Development Initiative – EDI</i>)</p> <p>The <i>Youth Employment Services Foundation</i> (YES) is an NPO founded in 1995 with a mission to offer employability services in English and to Anglophone entrepreneurs to help them start or grow their business.</p> <p>The services offered by YES are spread throughout the regions of Quebec and include training, support, mentoring, specialized workshops, webinars and networking. Supported entrepreneurs can be at different stages of developing their business: pre-startup, startup, growth, exports, etc.</p> <p>The supported project, lasting four years (2023–2027) seeks to maintain and increase the offer of entrepreneurship services to meet the needs of Anglophone communities in Quebec. The agency's financial support is related primarily to salaries and operating costs. The agency has supported the NPO since 1999 and projects undertaken by YES have been successful thanks to the support offered to several hundred entrepreneurs across Quebec each year.</p> <p>One of the agency's success factors is the work done in collaboration with several regional partners working to benefit Anglophone minority communities. Through its activities, YES fosters the economic development of Anglophone minorities so they can be more prosperous and fully contribute to economic development in Quebec. This project is consistent with the objectives of</p>



<p>objectifs de l'Initiative de développement économique – Langues officielles.</p> <p>2- Secrétariat aux alliances économiques Nation Crie – Abitibi-Témiscamingue (<i>Initiative de développement économique- IDE</i>)</p> <p>Le Secrétariat aux alliances économiques Nation Crie - Abitibi-Témiscamingue (SAENCAT) est un OBNL fondé en 2002, à la suite du Symposium « Convergence des affluents économiques » visant le rapprochement des communautés autochtones et allochtones de la région.</p> <p>Le Secrétariat s'est donné comme mission de promouvoir des liens durables et des alliances socioéconomiques entre la Nation Crie (Eeyou Istchee), la Jamésie, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nunavik afin de favoriser le développement économique harmonieux de ces régions. Le rôle du Secrétariat consiste à informer, communiquer, rassembler et échanger de l'information entre les communautés autochtones ou allochtones. L'OBNL organise des événements d'envergure, des activités de maillage d'affaires, des missions économiques, des conférences, etc. dans le but de favoriser la création de partenariats stratégiques ou d'entreprises autochtones et allochtones du Nord du Québec et/ou de l'extérieur de la région.</p> <p>Le projet financé par DEC, pour une période de trois ans (2022-2025), permettra au Secrétariat d'accompagner les entreprises autochtones, allochtones et inuites dans l'identification des opportunités d'affaires visant le développement économique de leurs communautés. Pour ce faire, le Secrétariat va organiser des conférences, des rencontres de maillage et des missions économiques, exploratoires et de familiarisation en vue de tisser des liens d'affaires entre les diverses communautés. La clé du succès de SAENCAT est d'impliquer activement les entreprises et les organisations locales dans les activités de réseautage afin d'explorer et d'améliorer le partenariat et la collaboration entre les entrepreneurs. Comme les communautés sont francophones, anglophones, autochtones ou inuites, les services du Secrétariat doivent être offerts dans les deux langues officielles du Canada. La contribution de l'Agence soutient notamment des honoraires professionnels, des frais de</p>	<p>the Economic Development Initiative – Official Languages.</p> <p>2- Secretariat to the Cree Nation Abitibi-Témiscamingue Economic Alliance (<i>Economic Development Initiative – EDI</i>)</p> <p>The Secretariat to the Cree Nation Abitibi-Témiscamingue Economic Alliance (SAENCAT) is an NPO created in 2002 following the “Gateway to Building Economic Channels” symposium aimed at bringing together Indigenous and non-Indigenous communities in the region.</p> <p>The Secretariat’s mission is to promote sustainable ties and socioeconomic alliances between the Cree Nation (Eeyou Istchee), the James Bay region, Abitibi-Témiscamingue and Nunavik to foster harmonious economic development in those regions. The Secretariat’s role is to inform, communicate, gather and exchange information between Indigenous or non-Indigenous communities. The NPO organizes major events, business networking activities, economic missions, conferences, etc. to foster the creation of strategic partnerships or Indigenous and non-Indigenous businesses in Northern Quebec and/or outside the region.</p> <p>The project funded by CED for a period of three years (2022–2025) will enable the Secretariat to support Indigenous, non-Indigenous and Inuit businesses in identifying business opportunities for the economic development of their communities. To that end, the Secretariat will organize exploratory and familiarization conferences, networking meetings and economic missions to build business ties between the various communities. The key to SAENCAT’s success is actively involving local businesses and organizations in networking activities to explore and improve the partnership and collaboration between business owners. As the communities are Francophone, Anglophone, Indigenous or Inuit, the Secretariat’s services must be offered in both of Canada’s official languages. In particular, the Agency’s contribution supports professional fees and communications, promotional, equipment and translation costs. This project is</p>
---	--

	<p>communication, de promotion, d'équipements et de traduction. Ce projet cadre avec les objectifs de l'Initiative de développement économique – Langues officielles.</p>	<p>consistent with the objectives of the Economic Development Initiative – Official Languages.</p>
<p>3. Veuillez souligner les <u>mesures positives</u> prises par votre institution ayant contribué à favoriser la pleine reconnaissance et de l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne. Veuillez inclure des activités qui se tiennent dans les régions, le cas échéant.</p> <p>Veuillez décrire les initiatives, les incidences, les facteurs de succès et les résultats.</p>	<p>Please highlight <u>positive measures</u> taken by your institution that have contributed to fostering the full recognition and use of both English and French in Canadian society. Please include activities taking place in the regions, if applicable.</p> <p>Please describe the initiatives, impacts, success factors, and results.</p>	
<p>1- Institut international d'études administratives de Montréal (Programme Croissance économique régionale par l'innovation- CERI)</p> <p>Fondé en 1995, l'Institut international d'études administratives de Montréal Inc. (I.I.E.A.M.) est un organisme à but non lucratif (OBNL) qui organise annuellement la Conférence de Montréal (CDM), mieux connue sous le nom de Forum économique international des Amériques (FEIA).</p> <p>Ce Forum annuel de renommée internationale attire des conférenciers de haut niveau de partout dans le monde qui discuteront et échangeront autour d'enjeux communs. L'évènement réunit des décideurs de toutes les sphères de la société notamment des chefs d'État, des leaders internationaux, des représentants du secteur privé, du secteur public, de la société civile et des organisations internationales; tous des experts dans leurs domaines respectifs.</p> <p>DEC appuie cet événement depuis de nombreuses années. Les résultats de la dernière édition en 2022 ont été satisfaisants. La conférence a accueilli plus de 200 conférenciers et 2 775 participants en personnes provenant de 49 pays et plus de 10 000 participants virtuels. Le projet actuel vise la tenue des 29^{ème}, 30^{ème} et 31^{ème} éditions de la Conférence de Montréal qui se tiendront respectivement en juin 2023, juin 2024 et juin 2025. L'appui financier de l'Agence porte principalement sur les salaires des employés de l'organisme et les frais</p>	<p>1- Institut international d'études administratives de Montréal (Regional Economic Growth through Innovation – REGI)</p> <p>Founded in 1995, the Institut international d'études administratives de Montréal Inc. (IIEAM) is a non-profit organization (NPO) that organizes the annual Conference of Montréal (COM), better known as the International Economic Forum of the Americas (IEFA).</p> <p>This internationally recognized annual forum attracts high-level speakers from around the world who discuss and exchange ideas on common issues. The event brings together decision-makers from all sectors of society, including heads of state, international leaders, representatives from the private sector, the public sector, civil society and international organizations, all experts in their respective fields.</p> <p>CED has been supporting this event for many years. The results of the 2022 event were satisfactory. The conference welcomed over 200 speakers, 2,775 in-person participants from 49 countries and over 10,000 virtual participants. The current project is for holding the 29th, 30th and 31st editions of the Conference of Montréal, in June 2023, June 2024 and June 2025 respectively. The agency's financial support is related primarily to the salaries of the organization's employees, logistics and security surrounding the three events.</p>	



<p>externes d'organisation, de logistique et de sécurité entourant les trois éditions.</p> <p>Les facteurs de succès de ce projet sont multiples. Outre l'expertise indéniable de l'équipe bilingue responsable d'organiser le FEIA, ce forum annuel rassemble des leaders internationaux influents autour d'enjeux et de solutions communes. Comme le FEIA se déroule à Montréal et que les participants proviennent de plus d'une cinquantaine de pays, l'évènement est promu auprès de diverses clientèles dans les deux langues officielles. En plus de faire rayonner Montréal sur la scène nationale et internationale, ce forum encourage l'usage des deux langues officielles au Canada. Le client fournit des communications et des services de qualité dans les deux langues. Les retombées positives du projet se réaliseront au cours des prochaines années.</p> <p>2- Carnaval de Québec (Programme de développement économique du Québec- PDEQ)</p> <p>Le Carnaval de Québec inc. est un organisme à but non lucratif responsable d'organiser annuellement une fête hivernale populaire. Le but de cet évènement historique est de générer, pour la ville de Québec et la région environnante, une activité touristique, économique et sociale de qualité. Pour ce faire, le Carnaval propose des activités culturelles, sportives et sociales qui se déroulent en février sur une période de 10 jours.</p> <p>Le projet appuyé par DEC vise la promotion, la commercialisation et le développement des éditions 2023, 2024 et 2025 du Carnaval de Québec. Les principales activités qui seront entreprises dans le cadre du projet concernent la mise en marché hors Québec du Carnaval. Des produits touristiques seront développés pour optimiser de façon durable l'expérience hivernale touristique et la portée hors Québec du Carnaval. Les activités de commercialisation du projet visent les marchés géographiques suivants : Canada (hors Québec), États-Unis et France.</p> <p>Étant à sa 69^{ème} édition, le Carnaval a su démontrer sa capacité à planifier et organiser un évènement de calibre international entraînant d'importantes retombées économiques pour Québec et la région. Lancé officiellement en 1955, le Carnaval de Québec est devenu le plus grand carnaval hivernal au monde et le</p>	<p>There are many success factors for this project. In addition to the undeniable expertise of the bilingual team responsible for organizing the IEFA, this annual forum brings together international leaders around common issues and solutions. Since the IEFA takes place in Montréal and participants are from over 50 countries, the event is promoted to various clienteles in both official languages. In addition to showcasing Montréal on the national and international stage, this forum encourages the use of both of Canada's official languages. The client provides quality communications and services in both official languages. The positive benefits of the project will be seen in the coming years.</p> <p>2- Québec Winter Carnival (Quebec Economic Development Program – QEDP)</p> <p>The Québec Winter Carnival Inc. is a non-profit organization responsible for organizing a popular annual winter carnival. The goal of this historic event is to generate quality tourism, economic and social activity for Québec City and the surrounding areas. To that end, the Carnival offers cultural, sports and social activities held over a 10-day period in February.</p> <p>The project supported by the CED is related to the promotion, marketing and development of the 2023, 2024 and 2025 editions of the Québec Winter Carnival. The main activities to be undertaken in the project are related to marketing the Carnival outside Quebec. Tourism products will be developed to optimize the winter tourism experience and the Carnival's reach outside Quebec in a sustainable manner. A project's marketing activities target the following geographic markets: Canada (outside Quebec), the United States and France.</p> <p>Being its 69th edition, the Carnival has shown its ability to plan and organize an international event that brings significant benefits to Quebec and the region. Officially launched in 1995, the Québec Winter Carnival has become the largest winter carnival in the world and the</p>
---	--



	<p>3^{ème} carnaval en importance après celui de Rio de Janeiro et celui de la Nouvelle-Orléans.</p> <p>Le Carnaval attire un nombre important de touristes canadiens hors Québec. Il entend poursuivre ses actions comme chef de file en matière de programmation hivernale dans le cadre de la démarche : destination internationale 2020 de Destination Québec Cité. Cette démarche appuyée par le milieu économique et touristique veut faire de Québec une destination touristique attirant davantage de touristes hors-Québec intéressés par une expérience hivernale unique. La tenue annuelle de cet évènement historique favorise l'utilisation des deux langues officielles du Canada. Le client fournit des communications de qualité dans les deux langues. Les retombées positives du projet se réaliseront au cours des prochaines années.</p>	<p>third largest carnival behind Rio de Janeiro and New Orleans.</p> <p>The Carnival attracts a large number of Canadian tourists from outside Quebec. It intends to continue its actions as a leader in winter programming as part of the process: an international destination 2020 by Destination Québec Cité. This process, supported by the economic and tourism sector, seeks to make Québec City a more attractive tourism destination outside Quebec for those interested in a unique winter experience. The annual edition of this historic event promotes the use of Canada's two official languages. The client provides quality communications and services in both languages. The positive benefits of the project will be seen in the coming years.</p>
Collaborations clés		Key Collaborations
<p>4.</p>	<p>Votre institution a-t-elle collaboré avec d'autres institutions fédérales ou des partenaires (groupes de travail sectoriels, municipalités, provinces et territoires, institutions post-secondaires, le secteur privé) dans le cadre d'un programme, d'un projet ou de toute autre initiative visant l'épanouissement et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et/ou la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne?</p> <p>Veillez décrire ces collaborations et partenariats, les résultats obtenus ainsi que les facteurs de succès.</p>	<p>Did your institution collaborate with other federal institutions or with partners (sectoral working groups, municipalities, provinces and territories, post-secondary institutions, private sector) on a program, project or other initiative to enhance the vitality and development of official language minority communities and/or the advancement of English and French in Canadian society?</p> <p>Please describe these collaborations and partnerships, the results achieved and the success factors.</p>
	<p>Dans le cadre de l'Initiative de développement économique – langues officielles (IDE), DEC collabore principalement avec ISDE pour consulter les CLOSM tous les deux ans afin de rester à l'affût des besoins et des enjeux des CLOSM en matière de développement économique et de pouvoir en tenir compte dans l'élaboration des initiatives et programmes.</p> <p>Annuellement, DEC prend part à la rencontre du « Groupe de travail sur les arts, la culture et le patrimoine avec les communautés d'expression anglaise du Québec », chapeauté par Patrimoine canadien. Cette rencontre, qui regroupe des représentants d'autres paliers gouvernementaux ainsi que les autres ministères fédéraux du Québec interpellés par ces</p>	<p>As part of the Economic Development Initiative – Official Languages (EDI), CED works primarily with ISED to consult OLMCs every two years to remain abreast of the needs and issues of OLMCs in terms of economic development and to be able to consider them in developing initiatives and programs.</p> <p>Each year, CED takes part in the “Arts, Culture and Heritage Working Group with the English-speaking communities of Quebec”, led by Canadian Heritage. That meeting, which brings together representatives from other levels of government and other Federal departments in Quebec with an interest in these areas of activity, strengthens collaboration and helps</p>



<p>secteurs d'activités, permet de renforcer les collaborations et de mieux saisir les défis et les opportunités à l'appui de la dualité linguistique. En 2022-2023 cette rencontre a eu lieu le 14 février 2022.</p> <p>DEC collabore également avec des intervenants dans le cadre des montages financiers des projets de subventions et de contributions appuyés par l'entremise de l'IDE. L'aboutissement de ces collaborations consiste à appuyer des projets ayant un impact sur le développement économique des CLOSM. Des exemples concrets à la question 2 illustrent le type de projets appuyés.</p> <p>Les intervenants impliqués dans le cadre des montages financiers des projets de l'IDE sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les institutions fédérales : Patrimoine canadien (PCH); Service aux Autochtones Canada (SAC); Innovation, Sciences et Développement Économique Canada (ISDE); Agence du revenu Canada (ARC); • Les intervenants provinciaux : ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE); ministère du tourisme (MTO); l'Office du tourisme de Québec (OTQ); Secrétariat à la Capitale-Nationale; • Autres intervenants : gouvernement de la Nation Crie; des municipalités; des institutions financières, les sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et les partenaires d'entreprises. <p>En 2022-2023, DEC a poursuivi ses efforts pour aider l'industrie québécoise à saisir des opportunités d'affaires et de partenariats avec des grands donneurs d'ordres, en faisant la promotion des capacités des PME québécoises et des centres de recherche du Québec en vue de maximiser les retombées industrielles et technologiques (RIT) générées par les grands projets d'approvisionnement du gouvernement du Canada. Dans le cadre de ces fonctions, DEC a participé à de nombreuses rencontres avec des entreprises et les partenaires fédéraux et provinciaux, le tout dans le respect de la dualité linguistique.</p> <p>DEC est également responsable des liaisons intergouvernementales, incluant les affaires du cabinet,</p>	<p>stakeholders better understand the challenges and opportunities that support linguistic duality. In 2022–23, the meeting was held on February 14, 2022.</p> <p>CED also works with stakeholders on financial packages for grants and contributions projects supported by the EDI. The result of those collaborations is support for projects that have an impact on economic development in OLMCs. The concrete examples in question 2 show the type of projects supported.</p> <p>The following stakeholders are involved in the financial packages for EDI projects:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Federal institutions: Canadian Heritage (PCH); Indigenous Services Canada (ISC); Innovation, Science and Economic Development Canada (ISED); and the Canada Revenue Agency (CRA) ; • Provincial stakeholders: the Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE); the Ministère du tourisme (MTO); the Office du tourisme de Québec (OTQ); and the Secrétariat à la Capitale-Nationale ; • Other stakeholders: the government of the Cree Nation; municipalities; financial institutions; community futures development corporations (CFDC); and business partnerships. <p>In 2022–23, CED continued its efforts to help Quebec industry seize business opportunities and partnerships with major contractors by promoting the capacity of Quebec SMEs and research centres in Quebec in order to maximize the industrial and technological benefits (ITB) generated by major Government of Canada procurement projects. As part of these functions, CED took part in many meetings with businesses and federal and provincial partners, all in accordance with linguistic duality.</p> <p>CED is also responsible for intergovernmental liaison, including Cabinet affairs, and represents the department</p>
--	--



<p>et assure une représentation du ministère en regard des priorités, politiques et initiatives nationales qui ont un impact sur le Québec. Pour ce faire, en 2022-2023, DEC a participé aux différentes rencontres interministérielles avec les agences centrales, les autres ADR et des acteurs de différents ministères fédéraux, afin de faire avancer les priorités gouvernementales dans le respect de la dualité linguistique.</p>	<p>on national priorities, policies and initiatives that have an impact on Quebec. To that end, in 2022–23, CED took part in various interdepartmental meetings with central agencies, other RDAs and actors from various federal departments to advance government priorities in accordance with linguistic duality.</p>
<p>COVID-19</p>	<p>COVID-19</p>
<p>5. Votre institution a-t-elle des mesures en place pour répondre à la pandémie de COVID-19 (incluant des mesures reliées à la relance économique)? Si oui, comment avez-vous considéré les besoins des communautés de langue officielle en situation minoritaire et la promotion du français et de l'anglais dans la mise en œuvre de ces mesures?</p> <p>Veillez décrire vos activités ainsi que les résultats.</p>	<p>Does your institution have measures in place to respond to the COVID-19 pandemic (including measures related to economic recovery)? If so, how have you considered the needs of official language minority communities and the advancement of English and French in the implementation of these measures?</p> <p>Please describe your activities and the results.</p>
<p>En 2022-2023, DEC a poursuivi la mise en œuvre des cinq initiatives de relance pancanadiennes annoncées dans le Budget 2021, plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Fonds pour l'emploi et la croissance (FEC); • L'Initiative de relance régionale de l'aérospatiale (IRRA); • Le Fonds d'aide au tourisme (FAT); • L'Initiative d'appui aux grands festivals et événements (IAGFE); • Le Fonds canadien de revitalisation des communautés (FCRC). <p>Ces initiatives sont mises en œuvre dans les deux langues officielles, dont l'anglais auprès des communautés anglophones, contribuant ainsi à favoriser la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.</p> <p>En 2022-2023, dans le cadre de l'ensemble de ces initiatives, DEC a appuyé, dans les MRC admissibles à l'IDE, 23 projets (28,3 M \$) menés par des entreprises appartenant à des membres de CLOSM ou des OBNL appuyant le développement économique des CLOSM.</p>	<p>In 2022–23, CED continued to implement the five cross-Canada initiatives announced in Budget 2021, specifically:</p> <ul style="list-style-type: none"> • The Jobs and Growth Fund (JGF) • The Aerospace Regional Recovery Initiative (ARRI) • The Tourism Relief Fund (TRF) • The Major Festivals and Events Support Initiative (MFESI) • The Canada Community Revitalization Fund (CCRF) <p>These initiatives are implemented in both official languages, including English in Anglophone communities, thus helping to promote the full recognition and use of English and French in Canadian society.</p> <p>In 2022–23, as part of all these initiatives, CED supported 23 projects in RCMs eligible for the EDI (\$28.3M) led by businesses owned by OLMC members or NPOs that support economic development in OLMCs.</p>



Développement économique Canada pour les régions du Québec

Plan d'action sur les langues
officielles 2019-2022

Introduction

DEC a pour mission de promouvoir le développement économique à long terme des régions du Québec en accordant une attention particulière aux régions à faible croissance économique ou à celles qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs.

Pour exécuter son mandat, DEC s'engage à fournir un service d'excellence aux Canadiens dans la langue officielle (LO) de leur choix.

Conformément à l'engagement du gouvernement du Canada en matière de langues officielles, le *Plan d'action de DEC sur les langues officielles 2019-2022* appuiera DEC dans son respect des exigences et obligations fédérales.

Ce plan d'action sur les langues officielles est un plan triennal continu actualisé chaque année. Les mises à jour seront basées sur les résultats du Cadre de responsabilisation de gestion (CRG), le bilan sur les langues officielles et les résultats du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux.

La haute direction assure le leadership en matière de langues officielles au sein du Ministère

Résultats attendus	Activités	Responsables	Mesures de rendement	Échéancier
Le champion exerce un leadership fort et fait état de la mise en œuvre de la <i>Loi sur les langues officielles</i> (LLO) au sein de DEC	Participer aux rencontres du Conseil du Réseau des champions des langues officielles et du Comité des langues officielles du Conseil fédéral du Québec.	Champion	DEC est représenté au sein de la collectivité des Champions. Les LO sont abordées lors des rencontres du COMEX au besoin	Annuel 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>
	Encourager tous les secteurs de DEC à contribuer à la mise en œuvre du Plan d'action ministériel et à tenir compte de ses exigences dans les activités de leurs secteurs.	Champion / tous les secteurs	Le plan des LO est abordé dans chacun des 3 secteurs de DEC (pendant au moins 1 rencontre de gestion)	Annuel 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 2021-2022
	Fournir des mises à jour au Comité directeur des langues officielles sur la mise en œuvre du <i>Plan d'action ministériel sur les langues officielles. Sur demande</i>	Champion/ DGGCMV	Les mises à jour sont fournies au Comité directeur sur les LO sur demande.	Annuel 2019-2020 2020-2021 2021-2022
	Présentation du plan d'activités de DEC au comité exécutif, au comité de gestion ministérielle et diffusion à tous les employés. Présenter les changements s'il y a lieu.	Champion/DGGCMV	Le plan a été présenté aux secteurs de DEC et publié pour l'ensemble des employés sur l'Intranet.	Annuel 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>

Mise en place d'activités d'encadrement pour la mise en œuvre du Programme des langues officielles et leurs suivis

Engagement	Activités	Responsables	Mesures de rendement	Échéancier
Surveillance des activités de langues officielles	Suivi des données dans le Système d'information sur les postes et la classification (SIPC) et mise à jour des données de profils linguistiques des employés dans PeopleSoft.	DGGCMV	Maintenir les profils linguistiques des employés à jour pour les rendre compte (CRG)	En continu 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022
	Enquête sur la satisfaction de la clientèle externe de DEC.	DECIA	Valider le taux de satisfaction de service à la clientèle (clients externes) dans les 2 langues officielles	Annuel 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>
	Vérification de l'offre active afin de déterminer les volets à améliorer.	DGGCMV	Assurer une activité d'offre active 1 fois par année.	Annuel 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>
	Reddition de compte <ul style="list-style-type: none"> • CRG • Résultats SAFF • Bilan sur les Langues Officielles • Surveillance/validation des obligations en matière de service offert au public (enquête interne de DEC) 	DGGCMV	Fournir l'information requise à la reddition de comptes en temps opportun.	Annuel 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>

Partie IV de la LLO : Communications avec le public et prestation des services

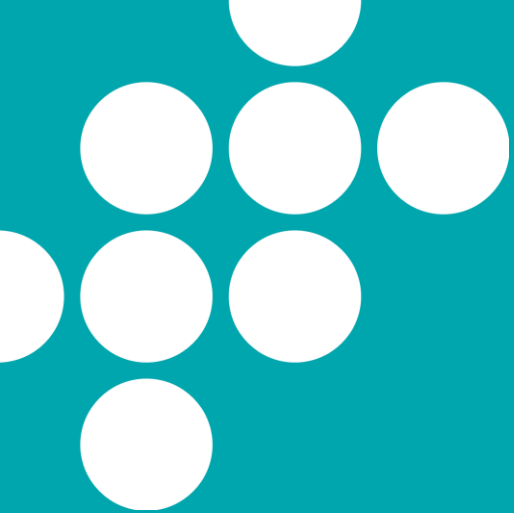
Résultats attendus	Activités	Responsables	Mesures de rendement	Échéancier
Le public reçoit des services et des communications dans la langue officielle de son choix.	Promouvoir l'utilisation des modèles de courriels et de boîtes vocales bilingues.	DGGCMV, Champion	Les gabarits et modèles de messages sont disponibles sur Intranet pour les employés.	Annuel 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>
	Assurer l'exactitude de la liste des bureaux qui fournissent des services au public dans les deux langues officielles.	DGGCMV	La base de données <i>Burolis</i> , qui identifie nos bureaux unilingues et bilingues, est mise à jour 1 fois par année.	Annuel 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>
	Veiller à ce que les employés aux réceptions des bureaux du ministère offrent un service dans les deux langues officielles lorsqu'ils accueillent le public en personne ou au téléphone.	DGGCMV, Champion et Gestionnaires	Les clients de DEC reçoivent le service requis dans la langue de son choix en tout temps.	En continu 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>
	Assurer une transition de nos trois bureaux d'affaires unilingues français afin qu'ils puissent offrir un service bilingue par le biais de communications internes, formation, rencontres d'équipes (nouveau Règlement sur les langues officielles - communications avec le public et prestation des services (Alma, Rimouski, Drummondville).	DGGCMV, Champion et DG Opérations et DG Bureaux d'affaires	Les trois bureaux sont en mesure d'offrir l'intégralité du service dans les deux langues officielles au public et dispose de l'effectif pour ce faire.	Cible : Automne 2023 Planification en cours.

Partie V de la LLO : Langue de travail

Résultats attendus	Activités	Responsables	Mesures de rendement	Échéancier
Favoriser l'utilisation des deux langues officielles dans le milieu de travail	Le Champion des LO et les gestionnaires encouragent les employés à utiliser la langue officielle de leur choix pendant les réunions ainsi que lors de la rédaction de documents, afin de respecter la <i>Loi sur les langues officielles—langues de travail</i> .	Champion Gestionnaires	Exercice de rendre compte (SAFF) – les employés sont invités par les gestionnaires à utiliser la langue de leur choix.	En continu 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>
	Organiser et promouvoir la Journée de la dualité linguistique (2 ^e jeudi de septembre à chaque année).	Champion	La journée est organisée et la promotion est faite auprès des employés.	Annuel 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>
	Faire une mise à jour de la Directive sur la formation linguistique du ministère.	DGGCMV	La Directive sur la formation linguistique du ministère est intégrée à la mise à jour de la Directive sur l'apprentissage de DEC.	2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/>
	Diffuser des messages afin de rappeler aux gestionnaires leur obligation de maintenir un milieu de travail bilingue où les employés se sentent libres d'utiliser la langue officielle de leur choix.	DGGCMV	Des messages sont diffusés en temps opportun par la haute gestion.	Annuel 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 <input checked="" type="checkbox"/> 2021-2022 <input checked="" type="checkbox"/>

Partie VI de la LLO : Assurer une participation représentative

Résultats attendus	Activités	Responsables	Mesures de rendement	Échéancier
L'effectif de DEC est représentatif de la population au Québec aux termes des langues officielles	<p>Informar les gestionnaires des possibilités d'embauche de stagiaires anglophones</p>	DGGCMV	Les conseillères en RH fournissent des avis-conseils en matière de recrutement anglophone	En continu 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 2021-2022
	<p>Mettre en place des mécanismes pour que des possibilités d'emploi et de promotion soient ouvertes aux Canadiens et aux Canadiennes tant de langue française que de langue anglaise sans égard à leur langue maternelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> Assister à des foires de carrières et faire du recrutement dans des écoles anglophones; Accroître l'utilisation des médias sociaux pour le recrutement (LinkedIn, GConnex, etc.) Se référer aux recommandations du rapport du recrutement accéléré-<i>Expérimentation suite aux journées de dialogue du Laboratoire d'innovation du CFQ – 3 novembre 2018</i> (initiative du Lab CFQ, CFP en 2018). 	DGGCMV	Réussir à attirer de nouveaux talents issus des communautés des LO en situation minoritaire et minorités visibles.	En continu 2019-2020 <input checked="" type="checkbox"/> 2020-2021 2021-2022



Contactez-nous

dec-ced.gc.ca

[@DevEconCan](#)



Développement
économique Canada
pour les régions du Québec

Canada Economic
Development
for Quebec Regions

Canada 



Loi 96 – Impacts pour DEC

NOTE : Pour toute information liée à la Loi 96, vous référer à la page [Loi 96 \(sharepoint.com\)](https://sharepoint.com).

À partir du 1er juin 2023, la conclusion des ententes de contribution et de subvention par DEC doit être conforme aux nouvelles exigences de l'article 55 de la *Charte de la langue française du Québec*, tel que modifié par la *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français* (Loi 96). En particulier, pour les clients qui ont choisi l'anglais comme langue de communication, DEC devra :

- Transmettre la version française de l'entente, en plus de la version anglaise, avant sa signature par le client;
- Obtenir un consentement (volonté expresse) des parties à signer le contrat en anglais et à poursuivre uniquement les communications en anglais par la suite.

Les exigences de la *Loi sur les langues officielles (LLO)* demeurent en vigueur et DEC doit servir ses clients dans la langue officielle de leur choix.

<p>Impacts pour DEC</p>	<p>À partir du 1^{er} juin 2023, la version française des documents suivants devra être transmise en même temps que la version anglaise pour les clients de DEC qui transigent en anglais :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entente et annexes de contribution signée par DEC • Convention de renonciation au remboursement d'un prêt ou de rachat d'actions, si applicable • Autres documents identifiés et préparés par les Services juridiques, si applicable <p>Ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aux avis/lettres de modification et annexes modifiées (voir note ci-dessous) • Aux documents qui ne sont pas considérés comme un contrat d'adhésion (ex. : formulaire de demande d'aide, formulaire de dépôts/prélèvements préautorisés, formulaire de réclamation, etc.) <p>Note : Des exigences pourraient s'appliquer dans d'autres situations (ex : ajout d'un client solidaire et/ou un changement de bénéficiaire). Plus de précisions sont à venir pour ces situations. Communiquer avec Expérience Client pour ces cas particuliers.</p>
<p>Impacts – Lettres modèles</p>	<p>Dans les annexes, certains textes fusionnés sont rédigés uniquement dans la langue du client dans CORTEX.</p> <p>Les sections suivantes devront être traduites :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Description du projet – Annexe A • Description des coûts – Annexe A • Nom des sources de financement (si applicable) – Annexe A • Description courte – Annexe B • Incidences socioéconomiques – Annexe B • Mesure du rendement – Annexe D (à l'exception des libellés génériques déjà disponibles dans CORTEX dans les deux langues). <p>Si le libellé est saisi dans les deux langues dans CORTEX, l'Entente fusionnera correctement les données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conditions spéciales à l'Entente* • Mesure du rendement - Annexe D

	<p>* Les libellés génériques sont déjà disponibles dans CORTEX dans les deux langues. Pour les clauses développées sur mesure, s'assurer d'obtenir auprès des Services juridiques les libellés dans les deux langues.</p>
<p>Préparer et générer les documents</p>	<p>Traduction des documents</p> <p>Déclencheur : La description complète du projet est écrite en anglais</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les versions française et anglaise des annexes sont générées par l'équipe de la direction générale et envoyées au service de traduction, avec copie conforme au conseiller, lorsque le projet est recommandé. • Les versions traduites des annexes sont par la suite transmises au conseiller. <p>Préparer l'entente</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au moment de préparer l'entente de contribution, générer et réviser les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Entente en anglais ET en français ◦ Annexes en anglais ET en français (utiliser la version traduite des annexes) • Soumettre l'entente pour approbation selon la délégation d'autorité en vigueur : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Les deux versions de l'entente devront être signées par le représentant de DEC. ◦ Le signataire a la responsabilité de s'assurer de la conformité des deux versions de l'entente. ◦ Il est impératif que les versions françaises et anglaises des documents à transmettre (entente, annexes, tout autre document fourni par les Services juridiques) soient identiques et que tous les champs ont été traduits correctement.
<p>Transmettre l'entente, les annexes et les autres documents au client</p>	<p>La version anglaise de l'avis de transmission a été révisée pour refléter que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le client reçoit deux versions signées de l'entente, des annexes et des autres documents. • Uniquement une des deux versions doit être signée. • Par sa signature, le client consent à être lié uniquement à la version anglaise. • Par la suite, les autres documents se rattachant à l'entente seront rédigés uniquement dans la langue de l'entente. <p>Au moment de transmettre l'entente au client :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Générer l'avis de transmission uniquement en anglais. 2. Préparer tous les documents nécessaires à l'envoi au client. 3. Communiquer verbalement avec le client pour l'informer qu'il recevra l'entente dans les deux langues, mais qu'il doit uniquement signer celle dans la langue de son choix. *Des messages clés sont disponibles pour répondre aux questions. 4. Transmettre l'entente, les annexes et tous les autres documents au client par courriel. 5. Classer le courriel démontrant l'envoi de la transmission de l'entente et des documents dans les deux langues dans Content Server. <p>Au moment de recevoir l'entente du client :</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'assurer que seulement une des deux versions de l'Entente est signée* • Classer la version originale du courriel reçu par le client dans Content Server <p>*Si le client a signé les deux versions de l'Entente, communiquer avec Expérience Client.</p>

CS : Messages clés - Loi 96 du Québec

Publication : 31 mai, 2023

Mise à jour : 13 juin 2023

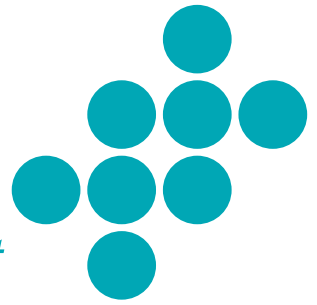
Direction responsable : Opérations / DECIA



232 vues



Enregistrer pour plus tard



MESSAGES CLÉS

Mise en œuvre de la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (Loi 96)

MESSAGES CLÉS

DEC reconnaît et respecte le droit de ses clients d'être servis dans la langue officielle de leur choix.

- DEC remplit son mandat de développement économique et gère les fonds publics dans le respect des lois en vigueur au Québec et au Canada, et en conformité avec toutes les normes, politiques et procédures applicables.
- Depuis le 1^{er} juin 2023, la Loi 96 du Québec exige qu'une version française des documents à signer soit systématiquement remise avant la finalisation de toute entente.
- Conformément à cette disposition, DEC enverra désormais deux copies à ses clients de leurs ententes de contribution : l'une en anglais, l'autre en français.
- Cependant, cela ne change rien à leur droit de continuer à signer uniquement la version anglaise de leur entente, qui seule fera alors foi. Les clients ne doivent signer qu'une seule version de l'entente. En fonction de la langue de l'entente signée, la documentation ultérieure leur sera fournie conformément à celle-ci.
- Ainsi, tout en se conformant aux dispositions de cette loi, DEC maintient son engagement à servir ses clients dans la langue officielle de votre choix.

QUESTIONS ET RÉPONSES

L'envoi de documents en français contrevient à la Loi sur les langues officielles du Canada, en vertu de laquelle vous êtes tenus de transiger avec vos clients en anglais seulement, lorsqu'un client indique c'était la langue officielle de leur choix.

Pourquoi ne respectez-vous plus ce droit?

- DEC remplit son mandat de développement économique dans le respect des lois en vigueur au Québec et au Canada, incluant la Loi sur les langues officielles.
- Depuis le 1^{er} juin 2023, la Loi 96 du Québec exige qu'une version française des documents à signer soit systématiquement remise avant la finalisation de toute entente, en plus de la version anglaise.
- Cela ne change rien à votre droit de continuer à signer uniquement la version anglaise de votre entente, qui, seule fera alors foi. Vous ne devez signer qu'une seule version l'entente. En fonction de la langue de l'entente signée, la documentation ultérieure vous sera fournie conformément à celle-ci. Ainsi, soyez assurés que DEC maintient son engagement de vous servir dans la langue officielle de votre choix.

En alourdissant et en complexifiant les transactions administratives entourant une entente, ne désavantagez-vous pas les clients anglophones, incluant ceux issus des communautés autochtones non francophones?

- DEC est tenu de se conformer à la Loi 96, qui est une loi du Québec.
- En effet, DEC remplit son mandat dans le respect des lois en vigueur, qu'elles soient provinciales ou fédérales.
- Parallèlement, DEC travaille en conformité avec toutes les normes, politiques et procédures applicables, notamment en matière d'équité des services, d'accessibilité des services et de respect de la langue officielle de choix de ses clients.
- De fait, l'envoi de documents dans les deux langues exigé par la Loi 96 ne changera rien au droit des clients de DEC de continuer à signer uniquement la version anglaise de leur entente. Il n'y aura aucune obligation de signer la version française qu'ils auront reçue.

Considérez-vous vos clients non francophones comme des clients de second ordre?

- Absolument pas. DEC traite tous ses clients sur un pied d'égalité. D'ailleurs, tout en se conformant aux dispositions de la Loi 96 du Québec, DEC maintient son engagement à les servir dans la langue officielle de leur choix.
- DEC reconnaît aussi que les écosystèmes économiques et entrepreneuriaux des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) sont de puissants moteurs d'innovation, de productivité, de création d'emplois et de croissance économique partout au Québec.
- Un programme de DEC, *l'Initiative de développement économique (IDE) – Dualité linguistique*, est même spécifiquement dédié au développement économique de ces communautés.
- DEC accorde donc une attention particulière à la prospérité et au développement économique des communautés non francophones du Québec.

Profil du comité Comité permanent des langues officielles (LANG) 44^e législature, 1^e session

René Arseneault, PLC (président)



- Circonscription: Madawaska — Restigouche (Nouveau-Brunswick)
- Profession/Occupation: Avocat
- Élu pour la première fois comme député en 2015

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

René Arseneault est député pour la circonscription de Madawaska—Restigouche (Nouveau-Brunswick).

Avocat spécialisé en droit des sociétés commerciales et en litige civil depuis plus de 20 ans, il a fondé son propre cabinet en 1996 en compagnie de son épouse, Me Michèle Pelletier. Il est également auteur-compositeur-interprète. Il a d'ailleurs remporté le Prix du public lors du Gala de la chanson de Caraquet en 1989.

Il s'implique au sein de sa communauté depuis plus de 25 ans. En plus d'offrir des services d'avocat-conseil pro bono, il n'hésite pas à utiliser ses talents artistiques lors de collectes de fonds au profit d'organismes à but non lucratif (OSBL) régionaux. Par ailleurs, il a siégé au conseil d'administration de plusieurs OSBL. Il a également cofondé l'Association du développement économique de Balmoral, la Fondation École Régionale BDES inc. et la Coopérative Radio Restigouche ltée. Il est d'ailleurs l'actuel président du conseil d'administration de cette dernière. Il s'est aussi investi dans le développement du sport chez les jeunes pendant de nombreuses années, notamment comme entraîneur ou entraîneur adjoint de soccer et de volley-ball et comme bénévole aux Jeux de l'Acadie.

Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences sociales (majeure en économie et mineure en science politique) et d'un baccalauréat en droit de l'Université de Moncton.

Fonctions à titre de parlementaire

- Secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique et des Langues officielles (43-1) (43-2)

Comités de la Chambre des communes

- Comité de liaison (44-1)
- Comité mixte spécial sur l'aide médicale à mourir (44-1)
- Comité permanent des Langues officielles (43-2)
- Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent des langues officielles (43-2)
- Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19 (43-1)
- Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie (42-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Bill 101 and federal institutions in Quebec (43-2)
- Projet de loi C-13

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Aucune

Intérêts principaux

- Programme de contestation judiciaire
- Politiques des langues officielles
- Obligations de CBC/Radio-Canada en matière de langues officielles
- Bilinguisme des juges à la Cour suprême

Angelo Iacono, PLC



- Circonscription : Alfred-Pellan (Québec)
- Profession/Occupation : Avocat
- Élu pour la première fois comme député en 2015

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

Angelo Iacono a été élu député fédéral d'Alfred-Pellan une première fois en octobre 2015, l'élection de 2019 confirme la confiance que lui porte sa circonscription.

Formé en sciences politiques à l'Université de McGill, il complète des études en droit civil à l'UQAM et obtient un diplôme en Juris Doctor à l'Université d'Ottawa. Son ouverture sur le monde le pousse vers de nouveaux horizons puisqu'il décroche un certificat de l'Union européenne et de ses institutions de même qu'un certificat en droit européen communautaire de la faculté de droit de Lyon (France).

Il déploie ses efforts pour faire connaître les ressources gouvernementales auprès de la population d'Alfred-Pellan, mais également pour soutenir les entreprises, les organismes et les services aux citoyens de sa circonscription. Parmi ceux-ci, il est possible de trouver la diversification et l'accroissement des subventions fédérales pour renforcer les organismes et les services aux citoyens de la circonscription. En ce qui concerne les entreprises locales, le député espère que toujours plus d'entrepreneurs puissent bénéficier du soutien dont ils ont besoin.

Fonctions à titre de parlementaire

- Aucune

Comités de la Chambre des communes

- Comité permanent des langues officielles (44-1)
- Comité de liaison (44-1)
- Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement (44-1) (43-2) (43-1)
- Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités (44-1) (43-2)
- Comité permanent de la sécurité publique et nationale (43-2) (43-1)
- Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19 (43-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Sport – Jeux du Québec (44-1)
- Multiculturalisme - Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (43-2)

- Multiculturalisme - Canadiens d'origine italienne (43-2)

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Aucune

Intérêts principaux

- Programme de contestation judiciaire
- Éducation

Darrell Samson, PLC



- Circonscription : Sackville—Preston - Chezzetcook (Nova Scotia)
- Profession/Occupation : Éducateur, propriétaire d'entreprise
- Élu pour la premier fois comme député en 2015

Biographie (tiré du site Internet du parti politique)

Fier Acadien, Darrell est un éducateur d'expérience, un gestionnaire de niveau supérieur, un politicien, un entrepreneur et un porte-parole des minorités linguistiques et culturelles. Il a consacré sa carrière à accroître l'autonomie de la prochaine génération de leaders et en tant que député, il use de son expérience pour faire valoir sa vision et représenter les gens de sa circonscription au Parlement, en plus de militer pour des changements progressifs au Canada.

Après avoir obtenu un baccalauréat en enseignement et une maîtrise en administration scolaire de l'Université de Moncton, de même qu'une spécialisation en enseignement de la langue seconde de l'Université Sainte-Anne Darrell a acquis une vaste expérience dans tous les volets de l'enseignement public. Il a été surintendant des écoles du Conseil scolaire acadien provincial — le seul conseil scolaire francophone de la Nouvelle-Écosse —, où il a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation et plusieurs collectivités afin d'assurer un enseignement de qualité à tous les élèves. Il sait faire face à tous les défis avec enthousiasme, honnêteté et respect. Darrell est marié et père de trois enfants adultes. Il habite la circonscription de Sackville—Preston—Chezzetcook depuis 30 ans et a des racines profondes dans la collectivité.

FONCTIONS ÉLECTIVES — En plus de représenter les gens de Sackville—Preston—Chezzetcook à la Chambre des communes, Darrell a également siégé à titre de représentant élu à d'autres conseils au cours de sa vie professionnelle. Il a notamment siégé à titre de membre exécutif du Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE) (2013-2014), de président national du RNDGE (2011-2013), de président du Grand rassemblement en éducation francophone (GREF) (2010) et de membre du conseil consultatif sur la petite enfance de la Nouvelle Écosse (2012). Il a aussi été conseiller élu du Conseil scolaire acadien provincial (CSAP) (1997-2003).

PROPRIÉTAIRE D'ENTREPRISE – Tôt dans sa carrière, Darrell est devenu propriétaire de trois petites entreprises prospères des secteurs du commerce au détail et de la construction. Il a embauché des membres de sa collectivité et a multiplié les occasions pour la région tout en travaillant dans un environnement fort compétitif. Venant d'une famille d'entrepreneurs, Darrell avait les connaissances et l'éthique de travail nécessaires pour réussir en affaires.

CHAMPION DES LANGUES OFFICIELLES — Depuis le début de sa carrière, Darrell est un

fervent défenseur des droits des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Que ce soit par l'entremise de son travail dans le secteur de l'enseignement pendant plus de 30 ans ou de son travail actuel à titre de fondateur et président du Caucus des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CCLOSM), il a joué un rôle de premier plan dans ce domaine pendant une grande partie de sa vie.

Parmi ses principales réalisations en matière de langues officielles, Darrell a notamment géré le seul conseil scolaire francophone de la Nouvelle Écosse (CSAP) pendant 11 ans. Il a d'ailleurs reçu le Prix Edgar-Gallant 2016 du Regroupement national des directions générales en éducation (RNDGE) à cet égard. Ce prix est remis chaque année à une personne ayant eu une incidence positive sur l'enseignement en langue française dans un contexte minoritaire à l'échelon provincial et national. De plus, lorsqu'il travaillait dans le domaine de l'enseignement, il a réussi à doubler le budget du CSAP afin qu'il atteigne 75 millions de dollars, à gérer plus de 600 employés et à ouvrir plusieurs nouvelles écoles afin de servir les élèves de l'ensemble de la province, tout en réussissant à accroître le rendement et le nombre d'inscriptions de plus de 25 % en 10 ans. Au cours de son mandat au CSAP, Darrell a également bâti de solides relations avec les dirigeants autochtones de la province, puisque les Acadiens et les collectivités mi'kmaq entretiennent depuis longtemps une amitié et des liens de collaboration en Nouvelle-Écosse.

Comme Secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Darrell s'acharne à assurer que notre gouvernement respecte l'obligation sacrée envers nos vétérans et leurs familles. Vous continuerez également de veiller à ce que les vétérans reçoivent le respect, le soutien, les soins et les possibilités économiques qu'ils méritent. Ceci inclut une collaboration avec le ministre de la Défense nationale afin d'assurer aux membres des Forces armées canadiennes une transition plus facile aux programmes et aux services d'Anciens Combattants Canada.

À titre de représentant de votre circonscription au Parlement, Darrell est toujours prêt à échanger avec vous sur les sujets qui vous préoccupent ou simplement pour entendre vos idées sur la façon d'améliorer le gouvernement afin qu'il réponde mieux à vos besoins et à ceux de votre famille.

Fonctions à titre de parlementaire

- Secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la défense nationale (43-2) (44-1)
- Secrétaire parlementaire de la ministre du développement économique rural et au ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (44-1)

Comités de la Chambre des communes

- Comité permanent des Langues officielles (44-1) (42-1)
- Comité permanent des Anciens Combattants (42-1) (43-1) (43-2)
- Comité permanent du Patrimoine canadien (42-1)
- Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19 (43-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Aucun

Intérêts principaux

Arielle Kayabaga, PLC



- Circonscription : London-Ouest (Ontario)
- Profession/Occupation :
- Éluë pour la première fois comme députée en 2021

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

Arielle Kayabaga est une dirigeante communautaire passionnée et la première femme noire jamais élue au conseil municipal de London, où elle a présidé le comité des services corporatifs de la ville et siégé au comité permanent des finances municipales. En 2020, elle a reçu le Pillar Community Leadership Award pour son travail dans la construction d'un London plus équitable et le magazine Chatelaine l'a nommée l'une des 33 Black Canadians Making Change Now.

Elle et sa famille ont quitté le Burundi au milieu de la guerre civile et elle a fait l'expérience directe des défis auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants face à un logement précaire et à un emploi précaire dans un endroit inconnu. Elle se passionne pour aider les nouveaux Canadiens à s'installer dans notre pays et à avoir accès aux ressources nécessaires pour faciliter la transition. Sa langue maternelle est le français - elle a appris l'anglais tout en obtenant son baccalauréat ès arts en sciences politiques de l'Université Carleton. Après avoir obtenu son diplôme, elle a acquis de l'expérience au sein du gouvernement en travaillant pour le Bureau de recherche libéral sur la Colline du Parlement et a été l'une des 29 jeunes Canadiens sélectionnés pour participer à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, une cause qui la passionne énormément.

Fonctions à titre de parlementaire

- Aucune

Comités de la Chambre des communes

- Comité permanent des Langues officielles
- Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration (44-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Multiculturalisme – Racisme systématique (44-1)
- Multiculturalisme – Entrepreneurs noirs (44-1)
- Diversité et inclusion – Don de sang non-discriminatoire (44-1)

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Aucun

Intérêts principaux

- Communauté franco-ontarienne
- Communautés de langue officielle en situation minoritaire
- Éducation
- Immigration francophone
- Discrimination des africains francophones

Francis Drouin, PLC



- Circonscription : Glengarry-Prescott-Russel (Ontario)
- Profession/Occupation : expert-conseil en communications, adjoint politique
- Élu pour la première fois comme député en 2015

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

Francis Drouin a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en octobre 2015. Réélu en 2019, il défend les intérêts des citoyens de Glengarry-Prescott-Russell. Il est, également, actif au sein de plusieurs associations parlementaires telles que la section canadienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), dont il assure la présidence et l'Assemblée parlementaire de la Francophonie dont il est le 1er vice-président. En temps de député, il préside le caucus des parlementaires pour la lutte contre la sclérose latérale amyotrophique (également appelée SLA) et siège sur de nombreux autres caucus notamment le caucus rural.

Il est titulaire d'un diplôme d'étude en administration des affaires du Collège La Cité, dont il fut membre du Conseil d'Administration et d'un baccalauréat en commerce de l'Université d'Ottawa. En ce qui concerne ses expériences professionnelles, il a d'abord travaillé comme adjoint spécial au Cabinet du premier ministre de l'Ontario, puis dans le secteur privé en tant que consultant en relations gouvernementales ou il a travaillé comme directeur des relations gouvernementales pour Startup Canada. À titre de bénévole, il organise chaque année un événement pour prélever des fonds pour Centre-aide.

Fonctions à titre de parlementaire

- Secrétaire parlementaire de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (44-1)
- Membre du conseil interparlementaire mixte (44-1)

Comités de la Chambre des communes

- Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire (44-1) (43-2) (43-1)
- Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (43-2)
- Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19 (43-1)
- Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (43-1)
- Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire (43-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Musée et patrimoine - Protection de l'environnement et musées nationaux (43-1)
- Langues officielles - Modernisation de la Loi sur les Langues officielles (43-2)
- Langues officielles - Appui aux francophones en situation minoritaire (43-2)

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Aucun

Intérêts principaux

- Communauté franco-ontarienne
- Programme de contestation judiciaire

Marc G. Serré, PLC (secrétaire parlementaire)



- Circonscription : Nickel Belt (Ontario)
- Profession/Occupation : chercheur en technologies de télécommunications, homme d'affaires, activiste communautaire
- Élu pour la première fois comme député en 2015

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

Marc G. Serré a été élu pour la première fois député de Nickel Belt en 2015. Il est fier de son héritage Franco-Ontarien et Métis.

Il est né et a grandi dans les petites communautés francophones de Field, Verner et Chelmsford situées dans la circonscription de Nickel Belt. Il a fréquenté l'école primaire et secondaire en français. Il est titulaire d'un baccalauréat en commerce avec une spécialisation en ressources humaines et en marketing de l'Université Laurentienne. Il a fait partie de la classe inaugurale dans laquelle ce programme a été entièrement offert en français.

En 1999, les commissions scolaires de l'Ontario ont été divisées et 12 commissions individuelles francophones ont été créées. Il a été nommé conseiller scolaire au Conseil scolaire catholique du Nouvel-Ontario (CSCNO) l'année suivante.

Au cours de son emploi au Cambrian College, le réseau des collèges francophones en Ontario a été créé où il a été muté au nouveau Collège Boréal.

Il est présentement président de la Section canadienne de ParlAmericas et est membre du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis, de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, et du Groupe interparlementaire Canada-France. Il était membre de la délégation canadienne lors de la 62e Commission de la condition de la femme des Nations Unies à New York, ainsi que de la délégation canadienne à la 63e Assemblée parlementaire de l'OTAN à Bucarest en Roumanie. Il a également participé à la Commission sur l'éducation, la communication et les affaires culturelles de l'Assemblée parlementaire de la francophonie à Cotonou au Bénin.

Fonctions à titre de parlementaire

- Membre du conseil interparlementaire mixte (44-1)
- Secrétaire parlementaire du ministre d'Énergie et des ressources naturelles (44-1)
- Secrétaire parlementaire de la ministre des Langues officielles (44-1)
- Secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles (43-2)

Comités de la Chambre des communes

- Comité permanent des Langues officielles (44-1)

- Comité permanent de la condition féminine (44-1) (43-2) (43-1)
- Comité permanent des ressources naturelles (43-2)
- Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration (43-2) (43-1)
- Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19 (43-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Aucune

Intérêts principaux

- Minorités francophones au Canada
- Juristes bilingues
- Communauté franco-ontarienne
- Ententes fédérales-provinciales

Joël Godin, PCC (vice-président)



- Circonscription: Portneuf—Jacques-Cartier (Québec)
- Profession/Occupation: Communications
- Élu pour la première fois comme député en 2015

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

Joël Godin a œuvré dans le domaine des communications, notamment au FM93, à CITF et à TQS comme directeur des ventes. À l'automne 2008, il a fondé son entreprise, AJC Communication inc. mettant ainsi à profit ses aptitudes naturelles de leader.

Il a par la suite occupé le poste de conseiller politique au sein du cabinet du ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, le député de -Louis-Hébert, Sam Hamad. Il y a également tenu la fonction de directeur de son bureau de circonscription.

Il a siégé sur plusieurs conseils d'administration tels que celui du Carnaval de Québec, le Rouge et Or golf, la Fondation canadienne Rêve d'enfants, la Fondation Souridine et par le fait même, au sein de regroupements sportifs où évoluent ses enfants.

Depuis près de 20 ans, lui et sa famille sont citoyens de Saint-Augustin-de-Desmaures.

Fonctions à titre de parlementaire

- Ministre du Cabinet fantôme responsable des Langues officielles (44-1)

Comités de la Chambre des communes

- Comité permanent des Langues officielles (43-2)
- Comité permanent de l'environnement et du développement durable (43-2)
- Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19 (43-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Langues officielles – FFCB vs Canada (44-1)
- Langues officielles – service de 911 (44-1)
- Langues officielles – Projet de loi C-13 (44-1)
- Langues officielles – immigration francophone (44-1)
- Le français au Québec (43-2)

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Aucune

Intérêts principaux

- Communautés de langue officielle en situation minoritaire
- Bilinguisme institutionnel
- Droits linguistiques des francophones
- Déclin du français

Marc Dalton, PCC



- Circonscription: Pitt Meadows—Maple Ridge (Colombie-Britannique)
- Profession/Occupation : enseignant
- Élu pour la première fois comme député en 2019

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

Marc Dalton est un enseignant du secondaire qui a servi deux mandats à titre de député à l'Assemblée législative et qui défend les intérêts de ses électeurs. Il a grandi dans une famille de l'Aviation royale du Canada. Il a également servi dans les Forces armées canadiennes et est membre de la filiale 88 de la Légion royale canadienne. Il est autochtone (Métis) et a été secrétaire parlementaire du ministre des Relations autochtones dans l'un de ses portefeuilles. Il est titulaire d'un baccalauréat en français et en histoire et d'une maîtrise en leadership pédagogique de l'Université Simon Fraser.

Du côté de sa mère, il est canadien-français et parle la langue. Il a été désigné président de l'Assemblée parlementaire non partisane de la Francophonie et a été le représentant législatif des francophones de la Colombie-Britannique aux événements provinciaux et nationaux. Depuis sa jeunesse, il a fait du bénévolat pour des organismes sans but lucratif tels que notre banque alimentaire locale et l'Armée du Salut, ce qui témoigne de son désir de soutenir les gens. Il est actif dans son église communautaire locale et est un ancien pasteur.

Il est marié à sa femme Marlene depuis trente-quatre ans. Ils ont trois enfants adultes.

Fonctions à titre de parlementaire

- Aucune

Comités de la Chambre des communes

- Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées (44-1)
- Comité permanent des Langues officielles (43-2)
- Comité permanent de la sécurité publique et nationale (43-1)
- Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19 (43-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Langues officielles – Projet de loi C-13 (43-2)
- Jeunesse – Emplois d'été Canada (43-2)

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Q-136 - Évaluation des risques liés à Huawei (43-2)

Intérêts principaux

- Éducation
- Services gouvernementaux bilingues
- Ouest canadien

Bernard Généreux, PCC



- Circonscription: Montmagny - L'Islet - Kamouraska - Rivière-du-Loup (Québec)
- Profession/Occupation: Entrepreneur, homme d'affaires
- Élu pour la première fois comme député en 2009

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

Bernard Généreux est un entrepreneur natif de La Pocatière. Ce dernier est marié, père deux enfants et grand-père de quatre petits-enfants. En 2013, il a obtenu un certificat en gouvernance de société du Collège des administrateurs de l'Université Laval.

Parallèlement à sa carrière d'entrepreneur, il a façonné son engagement social et politique de multiples façons. Bénévole engagé, administrateur efficace et citoyen sensible aux autres, il sait mobiliser et rassembler autour de lui. Avec l'énergie et la passion qu'on lui reconnaît, il défend haut et fort les causes et les dossiers qui l'interpellent.

Il a été élu maire de La Pocatière en 2005, puis en 2009, il est devenu député fédéral pour la circonscription de MLKRDL jusqu'en 2011. Il a été réélu en 2015 et 2019 et il se fait un devoir de parcourir le comté et de demeurer à l'écoute des gens, des organisations ainsi que des élues de la région. Il a aussi été membre du Conseil d'administration et du Conseil exécutif du Port de Québec.

Portant fièrement son nom, il est reconnu pour être positif et ouvert aux autres.

Fonctions à titre de parlementaire

- Ministre associé du Cabinet fantôme responsable des Langues officielles – Patrimoine canadien (44-1)
- Sous-ministre du Cabinet fantôme responsable du Tourisme - Industrie (44-1)
- Ministre du Cabinet fantôme responsable du Développement économique rural et de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Industrie et Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (43-1)

Comités de la Chambre des communes

- Comité permanent de l'industrie et de la technologie (44-1) (43-2)
- Comité permanent des langues officielles (43-2) (43-1)
- Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19 (43-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Période des questions d'intérêt pour PCH

- Langues officielles – ArriveCAN dans les langues officielles (44-1)

- Radiodiffusion – Projet de loi C-10 (43-2)
- Langues officielles – Français au Québec (43-2)
- Contrat à UNIS (43-1)

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Aucune

Intérêts principaux

- Langues officielles
- Éducation
- Reddition de compte

Laila Goodridge, PCC



- Circonscription : Fort MacMurray – Cold Lake (Alberta)
- Profession/Occupation : adjoint politique
- Éluë pour la première fois comme députée en 2021

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

Laila a été élue pour la première fois à la Chambre des communes en tant que députée de Fort McMurray-Cold Lake lors des élections générales fédérales de septembre 2021.

Engagée dans le service public, elle a d'abord été élue à l'Assemblée législative de l'Alberta en tant que députée de Fort McMurray-Conklin lors d'une élection partielle en 2018, puis réélue aux élections générales de 2019 en tant que députée de Fort McMurray-Lac La Biche. Elle a été nommée secrétaire parlementaire à la francophonie albertaine en juin 2019, un rôle essentiel pour soutenir la communauté francophone de l'Alberta.

Laila est passionnée de servir les gens de sa circonscription, se battant pour les enjeux importants pour le nord de l'Alberta et pour les familles de toute la province et du pays. Elle est une ardente défenseuse du secteur de l'énergie, ayant passé plusieurs années à travailler dans les sables bitumineux de l'Alberta. Elle croit fermement à la défense et à la diversification du secteur énergétique de l'Alberta et des bons emplois qu'il offre.

Laila a également joué un rôle important dans la reprise après l'incendie de Fort McMurray, s'assurant que les gens étaient traités équitablement et rentraient chez eux en toute sécurité.

Parfaitement bilingue, Laila est titulaire d'un baccalauréat ès arts du Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta. Laila et son mari Niall vivent à Fort McMurray et ont récemment célébré la naissance de leur premier enfant. Laila est fière d'avoir élu domicile à Fort McMurray toute sa vie.

Récemment nommée ministre du Cabinet responsable de la toxicomanie, Laila siège au Comité permanent de la santé de la Chambre des communes.

Fonctions à titre de parlementaire

- Ministre du Cabinet fantôme responsable des Dépendances (44-1)

Comités de la Chambre des communes

- Comité permanent des Langues officielles (44-1)
- Comité permanent de Santé (44-1)
- Comité permanent de la Condition féminine (44-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- C-215, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (maladie, blessure ou mise en quarantaine)* (44-1)
- C-293, *Loi modifiant le Code criminel et une autre loi en conséquence (mise en liberté et engagement en cas de violence familiale)* (43-2)

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Aucune

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Questions autochtones (44-1)
- Multiculturalisme (44-1)

Intérêts principaux

- Logement
- Coût de la vie

Mario Beaulieu, BQ (vice-président)



- Circonscription : La Pointe-de-l'Île (Québec)
- Profession/Occupation : Pédagogue
- Élu pour la première fois comme député en 2015

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

Élu chef du parti en 2014, M. Beaulieu a de nouveau occupé la chefferie du Bloc Québécois à titre de chef intérimaire lors de la session d'automne 2018, puis comme chef parlementaire désigné par Yves-François Blanchet à son arrivée à la tête du parti. Au cours de son mandat, il a déposé le projet de loi C-421 pour faire de la connaissance suffisante du français une condition pour l'obtention de la citoyenneté au Québec. Il a porté divers autres enjeux liés à la protection et la promotion de la langue française.

Il a également travaillé à tisser des liens avec les communautés culturelles, notamment palestiniennes et kabyles, en plus d'instaurer localement une cérémonie de citoyenneté pour accueillir les nouveaux arrivants. Il milite dans le mouvement indépendantiste depuis 30 ans.

Fonctions à titre de parlementaire

- Langues officielles (Francophones hors Québec) – Affaires étrangères, Commerce et Développement (44-1)
- Porte-parole en matière de langues officielles – Patrimoine Canadien (Langues officielles) (43-2)

Comités de la Chambre des communes

- Comité permanent des Langues officielles (43-2)
- Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent des langues officielles (43-2)
- Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19 (43-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- C-421, *Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté (connaissance suffisante de la langue française au Québec)* (42-1)
- C-354, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et les télécommunications canadiennes (spécificité culturelle du Québec et francophonie)* (44-1)

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Langues officielles - Les écoles de pilotage francophone (44-1)
- Langues officielles – *Loi sur les langues officielles* (44-1)
- Langues officielles – Projet de loi C-13 (44-1)

- Langues officielles - Le français au CN (44-1)
- Langues officielles – Nominations unilingues (44-1)
- Langues officielles – Rapport du Commissaire aux langues officielles (44-1)
- Langues officielles – Services en français (43-2)
- Langues officielles – Loi 101 (43-2)
- Langues officielles – Entreprises fédérales au Québec soumises à la Loi 101 (43-1)
- Langues officielles – Sécurité ferroviaire et langues officielles (43-1)

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Q-3 – Programmes de financement des langues officielles de PCH (44-1)
- Q-4 – Financement fédérale des établissements postsecondaires du Québec (44-1)
- Q-348 – Programme de contestation judiciaire (43-2)

Intérêts principaux

- Loi 96
- Loi 101
- Bilinguisme institutionnel
- Gouvernance
- Immigration francophone
- Déclin du français au Québec
- Financement des médias francophones
- Asymétrie linguistique

Niki Ashton, NPD



- Circonscription: Churchill-Keewatinook Aski (Manitoba)
- Profession/Occupation : chargée de cours, instructrice, chercheuse
- Éluë pour la première fois comme députée en 2008

Biographie (tirée du site Internet du parti politique)

Niki Ashton a été élue pour la première fois comme députée de Churchill – Keewatinook Aski en 2008, alors qu'elle avait 26 ans, et vit dans sa ville natale de Thompson.

Elle croit en une véritable réconciliation avec les peuples autochtones. Elle travaille pour rassembler les peuples autochtones, les étudiants, les travailleurs, la communauté LGBTQI2S + et les femmes dans la poursuite de la justice.

Fonctions à titre de parlementaire

- Porte-parole – Revenu national (Équité et inégalité fiscales) (44-1)
- Porte-parole adjointe Affaires du Nord – Services aux Autochtones Canada (44-1)
- Porte-parole – Transports (43-1) (43-2)
- Porte-parole – Travaux publics et Services gouvernementaux (Travaux publics) (43-1) (43-2)
- Porte-parole adjointe pour Femmes et Équité des genres – Femmes et de l'Égalité des genres (43-1) (43-2)

Comités de la Chambre des communes

- Comité des Langues officielles (44-1) (43-2)
- Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent des langues officielles (44-1)
- Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent des langues officielles (43-2)
- Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19 (43-1)

Projets de loi et motions d'intérêt pour PCH

- Aucun

Période des questions et interventions d'intérêt pour PCH

- Sport – Soccer (44-1)
- Langues officielles – Projet de loi C-13 (44-1)
- Langues officielles – FFCB vs Canada (44-1)
- Langues officielles – Bilinguisme à la fonction publique (44-1)

Questions écrites d'intérêt pour PCH

- Q-360 – Surveillance et maintien de l'ordre ainsi que les litiges contre les peuples autochtones (43-1)
- Q-1173 – Sport pour le développement social dans les communautés autochtones (44-1)
- Q-1174 – Initiative Le sport communautaire pour tous (44-1)

Intérêts principaux

- Personnelles francophones dans les garderies et écoles
- Immigration francophone
- Communautés de langue officielle en situation minoritaire